

# LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

JEUDI 18 JUILLET 2024 / N° 7977

## International

Candidat à la présidentielle en exil, Leopoldo Lopez rêve d'un autre Venezuela ●●● PAGE 4



## Science

Quand le moustique se rebiffe... contre le moustique ●●● PAGE 7

## Economie

Le libéralisme de Donald Trump séduit une Silicon Valley longtemps démocrate ●●● PAGE 9

## Football

L'équipe d'Argentine aussi a eu un joueur noir: Héctor Baley ●●● PAGE 15

# Avant les JO, le baptême d'Anne Hidalgo

**FRANCE** A neuf jours de l'ouverture des JO de Paris, la maire de la capitale s'est mise à l'eau pour une baignade historique et symbolique dans la Seine

■ Il aura en effet fallu près de dix ans de travaux et 1,4 milliard d'euros pour dépolluer le fleuve, qui accueillera plusieurs épreuves olympiques

■ Autre nouvelle positive pour les organisateurs: un des piliers technologiques de ces Jeux, le français Atos, a bouclé son plan de restructuration financière

■ Le géant des services numériques, notamment chargé de la diffusion des résultats et de la cybersécurité des JO, se bat pour échapper à la faillite

●●● PAGES 5, 10

## Irène Schweizer, un instinct bleu



FONDS D'ANNE SCHWEIZER / BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE / PHOTO 123.CH

**HOMMAGE** La pianiste de jazz était une figure hors norme de la scène helvétique. Elle s'est éteinte hier à l'âge de 83 ans. Virtuose privilégiant l'émotion à la technique, elle n'avait jamais appris à lire la musique.

●●● PAGE 14

### ÉDITORIAL

## A l'abri des «fake news», la Suisse? Pas si vite!

FRÉDÉRIC KOLLER  
✉ @frederickoller

Le parti d'en rire, c'est encore la meilleure défense contre les *fake news*. C'est du moins la réponse de la présidente de la Confédération à une émission de la télévision russe en mai dernier. Une bonne heure d'injures et d'insinuations, sur la première chaîne, en prime time. Avec Viola Amherd, le Conseil fédéral et la population n'ont pas bronché. Tout comme l'on s'est peu ému des attaques contre la conférence

du Bürgenstock qualifiée par Moscou de «bal des satanistes». On les a considérées pour ce qu'elles sont: une bête propagande d'un pouvoir à la dérive.

Dans un rapport sur les activités d'influence et la désinformation, le Conseil fédéral explique que la Suisse est pourtant bien une cible d'opérations destinées à fragiliser sa démocratie et à saper la confiance des citoyens. Une cible le plus souvent indirecte, il est vrai, à l'exception des attaques russes. Mais, vu de Berne, Moscou semble loin. Les autorités font ainsi le choix de la liberté d'expression – on n'interdit pas Sputnik ou Russia Today, contrairement à l'UE – et du bon sens. D'ailleurs, la Suisse a des atouts qui la mettent à l'abri: sa petite taille, sa neutralité, une population éduquée, des médias de qualité et des électeurs pétris de consensus. Il s'avère judicieux de ne pas dramatiser. Et tourner le

dos à une censure contre-productive semble à ce jour être la bonne approche.

La Suisse est-elle pourtant immune? Tant s'en faut. Ce nain diplomatique est aussi une grande puissance financière. La densité d'organisations internationales sur son sol en fait une plateforme des réseaux d'influence. Quant à ses médias, ils s'érodent, faute de ressources. Ce ne sont toutefois pas les menaces mentionnées dans ce rapport – la Russie et la Chine – qui illustrent le mieux les risques encourus.

La crise du covid a été l'épisode le plus massif de fausses informations et de remise en question de l'autorité des scientifiques et des politiques. Plus récemment, c'est la désinformation sur l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, qui a trouvé des relais jusqu'au sein du parlement. A chaque fois, Berne a semblé démunie pour rétablir les faits.

Se pose dès lors la question des instruments pour lutter contre les campagnes de déstabilisation. Sont-ils suffisants? La réponse suisse est pour l'heure minimaliste. La coordination des divers organes de surveillance est faible. Au vu des dégâts occasionnés par la désinformation aux Etats-Unis, où le poison s'est diffusé en quelques années, et de plus en plus dans les démocraties voisines, on peut s'interroger sur le manque d'anticipation pour s'en prémunir.

●●● PAGE 3

**La coordination des divers organes de surveillance est faible**

## L'ÉTÉ

### Routine de routière

Entre l'attachement à la ponctualité, le souci de l'organisation et la densité du réseau ferroviaire et routier, la Suisse pourrait bien faire figure d'eldorado du transport de marchandises. Récit d'une journée dans la cabine du 40 tonnes de Viviane. ●●● PAGE 17

### Une idylle neuchâteloise

L'histoire d'amour entre le canton et le cigarettier Philip Morris est un long fleuve tranquille, qui prend sa source dans la dépendance économique de Neuchâtel à la multinationale, quand bien même la région a diversifié son économie. ●●● PAGES 18-19



# Le jugement qui bouscule l'Eglise catholique

OPINION



CLAUDE DUCARROZ  
PRÊTRE CATHOLIQUE, FRIBOURG

**Si l'Eglise catholique veut continuer d'assumer cette discrimination, ne doit-elle pas renoncer à ses liens économiques avec l'Etat?**

Le 24 juin 2024, deux évêques belges – le cardinal Jozef De Kesel et Mgr Luc Terlinden – ont été condamnés par le Tribunal de Malines à payer une amende de 1500 euros pour délit de discrimination de genre. Cette somme sera remise à Veer Dusauchoit, une femme qui s'est vu refuser l'accès à la formation en vue du diaconat, au motif que ce ministère, dans l'Eglise catholique, est strictement réservé aux hommes.

Que peut-on penser de cette décision émanant d'un tribunal civil à l'encontre de prélats qui n'ont fait qu'appliquer la doctrine et la pratique en vigueur dans toute l'Eglise catholique?

Il faut d'abord avoir la loyauté de le reconnaître: exclure un fidèle catholique d'un bien du Royaume de Dieu – ici l'accès possible aux ministères ordonnés (diaconat, prêtrise, épiscopat) – pour la seule raison que ce fidèle est une femme constitue une discrimination.

Certes, tout ce qui vient du Christ est accordé sous le bénéfice d'une grâce qui ne confère donc aucun droit. Mais cette gratuité vaut pour les hommes autant que pour les femmes. S'appuyer sur la pratique de Jésus selon les Evangiles – à savoir l'absence de femmes dans le groupe des 12 apôtres – convaincre de moins en moins les exégètes des textes bibliques. Il suffit de remarquer, en contrepoint, l'étonnante liberté du même Jésus dans ses relations avec les femmes. Il suffit encore d'examiner la théologie de l'apôtre Paul lui-même qui rappela cet adage décisif: dans le régime chrétien, plus aucune discrimination ne demeure, ni juif/païen, ni esclave/homme libre, ni l'homme et la femme, car nous sommes tous devenus des êtres nouveaux par la grâce du baptême.

On peut donc s'étonner que l'Eglise catholique – contrairement aux Eglises réformées – persévère à prolonger une observance qui, si elle a pour elle une longue tradition, peine à apporter des explications et des jus-

tifications plausibles dans le contexte d'aujourd'hui.

Et voici que des juges belges replacent cette question dans l'actualité de notre Eglise.

On peut évidemment leur répondre d'une phrase définitive: «Mêlez-vous de ce qui vous regarde. L'Eglise a le droit et le devoir de faire ce qu'elle veut en son sein.» Peut-être ces magistrats ont-ils voulu seulement rappeler à l'Eglise catholique l'état de l'opinion publique concernant un fonctionnement clérical tellement à contre-courant des avancées citoyennes sur le sujet de l'égalité homme-femme.

En réalité, le contentieux est plus profond. Là où l'Etat paie ou subventionne les activités d'une Eglise, il a le droit – et même le devoir – de contrôler si les bénéficiaires des

deniers publics exercent leurs missions en conformité avec les principes sur lesquels repose le vivre-ensemble sociétal. Or dans cette charte basique figure précisément le respect scrupuleux de l'égalité homme-femme, ce qui exclut toute discrimination de genre. D'ailleurs notre Eglise elle-même, par exemple dans les déclarations du concile Vatican II en 1965 déjà, affirme clairement que «toute forme de discrimination [...] qu'elle soit fondée sur le sexe, la race, la couleur de peau, la condition sociale, la langue ou la religion, doit être dépassée et éliminée comme contraire au dessein de Dieu». Gaudium et Spes no 29.

Il serait temps que l'Eglise catholique, si prompte à rappeler leurs devoirs aux Etats, applique intégralement ses conseils en son propre sein.

Dès lors, si l'Eglise catholique – à tort ou à raison – veut continuer d'assumer dans son service cette pratique cléricale d'une discrimination, ne devra-t-elle pas renoncer à ses liens économiques avec l'Etat? A moins qu'elle revoie sérieusement sa gouvernance concernant l'égalité homme-femme. C'est ce que demandèrent déjà en 1972 les synodes de l'Eglise catholique en Suisse quand ils souhaitaient l'accès possible pour les femmes à tous les ministères en Eglise.

Peut-on attendre du prochain synode à Rome – universel celui-là – des avancées en ces domaines? Rien n'est moins sûr puisque le pape François en personne s'est prononcé contre une telle évolution doctrinale et pratique. On peut cependant estimer que de telles réformes restent possibles, par exemple en accordant aux Eglises régionales une authentique marge de liberté pour décider en plus grande autonomie sur ce point. Car l'enjeu du synode n'est-il pas de progresser dans la prise en compte de légitimes diversités sans blesser la communion dans la nécessaire unité?

On peut encore espérer! Il faut surtout prier! ■

SUR NOTRE SITE

**Les JO de Jacques Deschenaux**

A quelques jours de l'ouverture des Jeux de Paris, le journaliste Jacques Deschenaux est revenu pour «Le Temps» sur quelques olympiades fameuses qu'il a couvertes pour la TSR. Le boycott de Moscou en 1980, les Jeux organisés sous bannière privée à Los Angeles en 1984, l'attentat d'Atlanta en 1996... Retrouvez toute la série sur notre site

[www.letemps.ch/dossiers/](http://www.letemps.ch/dossiers/)

## Vers une Suisse inassurable?

OPINION



MORGANE NUSBAUMER-AMMANN  
CHARGÉE DE CAMPAGNE ASSURANCES  
AU SEIN DU COLLECTIF BREAKFREE SUISSE, COALITION  
INTERNATIONALE INSURE OUR FUTURE

Parler de dangers naturels, c'est aussi parler d'argent. Des montants énormes. A travers le monde, crues, tempêtes, glissements de terrain, laves torrentielles entraînent en moyenne une croissance annuelle de 5 à 7% de pertes assurées constatées depuis 1994, qui franchissent systématiquement la barre des 100 milliards depuis 2021.

En Suisse, la tempête de juillet 2023 à La Chaux-de-Fonds a fait plus de 117 millions de dommages matériels, tandis que les intempéries survenues entre mi-juin et début juillet cette année, en Valais et au Tessin surtout, ont provoqué des dommages assurés de l'ordre de 160 à 200 millions de francs, selon l'Association suisse d'assurances (ASA), qui précise que l'évaluation est partielle et ne prend notamment pas en considération les dégâts non assurés ni les dommages aux infrastructures.

Aujourd'hui, les dégâts mondiaux de la crise climatique sont indéniables et de nombreux grands assureurs ont déjà cessé de proposer de nouvelles polices d'assurance dans les régions fortement exposées aux catastrophes climatiques, comme dans plusieurs Etats américains et dans certaines régions d'Australie. C'est également le cas en Suisse où, selon Vojislav Mijic, responsable des assurances en Suisse romande chez VZ, «dans certains cantons où l'assurance pour les bâtiments n'est pas obligatoire, les propriétaires pourraient se retrouver sans couverture face à la récurrence des événements naturels [...]». Dans des zones à risques, on a déjà des assureurs qui refusent d'assurer certains bâtiments.

Penchons-nous sur le double jeu des assureurs, qui passe souvent sous les radars. Depuis des décennies, les scientifiques avertissent que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion des énergies fossiles est un moteur de la crise. Il y a 50 ans, le grand assureur Munich Re a même fait figure de pionnier en lançant sa première alerte publique sur les risques croissants du changement climatique, prévoyant «le recul des glaciers et des calottes polaires, le rétrécissement de la surface des lacs et l'augmentation des températures marines».

Pourtant, dans le même temps, le secteur de l'assurance continue d'assurer de nouveaux projets liés aux combustibles fossiles, ce qui permet la croissance continue de la production de pétrole et de gaz. En parallèle, ils investissent également dans les firmes expansionnistes. Ainsi, en 2022, Zurich était le 6e plus gros assureur des énergies fossiles, tandis que l'année suivante SwissRe se faisait épingle pour son soutien à la déforestation au Brésil. Nos recherches ont également démontré que Zurich investit partiellement l'argent de son assurance «Prévoyance Junior» dans des entreprises telles que TotalEnergies, Exxon ou encore Glencore\*.

En agissant ainsi, les assureurs aggravent activement leur exposition (et la nôtre) aux risques climatiques; continuer à assurer l'expansion des combustibles fossiles est un manque de vision et une erreur. L'effondrement des marchés de l'assurance dans les régions exposées aux aléas climatiques aura des répercussions profondes sur les marchés locaux du logement, sur l'économie et sur la valeur des habitations. A court terme, ce sont les citoyens qui sont en première ligne de la crise climatique et qui vont continuer à payer les pots cassés, soit en versant des primes hors de prix, soit en se retrouvant sans assurance et contraints de déménager car une zone inassurable est in fine une zone inhabitable.

L'avenir du secteur des assurances dans un monde qui se réchauffe dépend donc de l'adoption de mesures proactives pour faire évoluer leurs portefeuilles en les éloignant de la source même du problème – les combustibles fossiles – et en cessant d'assurer l'expansion de l'industrie des combustibles fossiles et d'investir dans ceux-ci. Pour faire partie de la solution comme ils le prétendent, ils doivent réduire les risques de manière responsable, et non les alimenter. ■

\*Recherches menées en collaboration avec Reclaim Finance, non publiées pour le moment.

# La curieuse tentation des vallées alpines «jetables»

OPINION



BRUNO GIUSSANI  
ANCIEN CURATEUR INTERNATIONAL  
DES CONFÉRENCES TED, JOURNALISTE

**Il est temps de réfléchir à une politique alpine différente**

Il y a tout juste trois mois, une partie significative de la politique suisse s'indignait – et appelait les Suisses à s'indigner – contre l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme affirmant que la Suisse n'agit pas suffisamment pour contrer les effets du changement climatique.

«La Suisse en fait assez», «elle est exemplaire», «vertueuse», on a entendu. «Et la Chine et l'Inde alors?», bien évidemment. Le parlement a invité le Conseil fédéral à ignorer l'arrêt. On a suggéré que la Suisse devrait se retirer de la CourEDH.

Puis le ciel s'est ouvert, et en deux semaines des vallées du Valais, du Tessin et des Grisons ont été ravagées par les fortes pluies, les inondations, les coulées de boue et de rochers. Une dizaine de morts, maisons et infrastructures détruites, autoroute interrompue, zones industrielles à l'arrêt, villages isolés, parfois sans eau potable ni électricité. L'autoroute, parce qu'elle est «nationale», a été reconstruite en un temps record (ce qui d'ailleurs soulève la question de pourquoi les autres chantiers autoroutiers durent des lustres). Puis, les mêmes milieux scandalisés par la CourEDH ont commencé à faire circuler une curieuse idée: à cause des risques et dégâts liés au changement climatique, on devrait envisager d'abandonner certaines régions de montagne, parce qu'il deviendrait «trop coûteux de maintenir ces lieux en vie», dit-il. Avenir Suisse, le think tank néolibéral. La NZZ a écrit, verbatim, que «La Suisse ne pourra pas éviter de renoncer à certaines vallées».

Le journal zurichois a eu l'honnêteté, dans le titre du même article, de ne pas se cacher derrière des euphémismes tels que «relocalisés». Il a défini les populations qui seraient déplacées comme des «réfugiés climatiques

suisse». C'est dit: la Suisse dont l'action environnementale serait «exemplaire» est maintenant prête à entretenir la possibilité de réfugiés climatiques internes.

La Suisse, malheureusement, n'est nullement exemplaire dans son approche climatique, prétextant que ça coûterait trop cher. Ses émissions de gaz polluants restent très hautes. Ses mesures de décarbonation sont insuffisantes (et s'appuient en partie sur des hypocrites «compensations» à l'étranger).

En même temps, les Alpes se réchauffent, les glaciers fondent, le permafrost se «défroste» et on envisage comme réponse de renoncer à des régions parce que ça coûterait trop cher de garantir à leurs populations un niveau suffisant de protection.

L'inaction climatique et la tentation d'abandonner des vallées entières sont les facettes d'une même médaille, réductrice et cynique, incapable de vision, de pro-

jets et de prise de responsabilité au-delà du calcul purement comptable. Les vallées des Alpes ne sont pas que des paysages, des espaces muséalisés pour urbains en quête de détente et de sport «dans la nature». Ni ne sont-elles «jetables», comme le voudrait la logique économique sans scrupules de «l'extraire-consommer-jeter». Elles font partie de l'histoire, de la culture, de l'économie, de la politique (fédéralisme) du pays. Des infrastructures essentielles – transports, énergie – s'y trouvent. L'imaginaire identitaire du pays (le «pacte fondateur», le «réduit national», et même Heidi) y est ancré. Et des communautés fières et dignes y vivent et veulent continuer à y vivre.

En abandonner des parties ne serait d'ailleurs pas sans conséquences en aval – comme on l'a bien vu ces dernières semaines avec les autoroutes coupées, le lac de Locarno plein de détritus, le Léman qui a dû absorber des égouts valaisans quand les systèmes d'épuration ont été endommagés. Les extrêmes météorologiques accentués par le changement climatique ne touchent d'ailleurs pas que les Alpes: la sécheresse brûle les champs, la canicule les villes (et alors on va chercher des meilleures températures dans... les vallées alpines).

Le message que les événements des dernières semaines nous envoient est qu'il est temps de réfléchir à une politique alpine différente. A une politique de repopulation, de décentralisation. D'investissement dans des infrastructures de vie et pas uniquement de transit ou de tourisme. D'allègement du fardeau bureaucratique. Non seulement nous n'en faisons pas assez contre le changement climatique, mais nous en faisons aussi peu contre le dépeuplement des vallées alpines. ■



# «Fake news»: Berne met en garde sans agir

**DÉSINFORMATION** Dans un récent rapport, le Conseil fédéral fait un état des lieux des atteintes à la démocratie causées par des activités d'influence ou autres campagnes de propagande. Moscou est pointé du doigt. Mais la Suisse serait suffisamment préparée

FREDERIC KOLLER  
✉ @frederickoller

C'est un document passé quelque peu inaperçu. Il pointe pourtant un risque grandissant pour la Suisse, celui de devenir une «cible de choix» de groupes d'influence cherchant à saboter sa démocratie. Le 19 juin dernier, le Conseil fédéral publiait un rapport intitulé «Activités d'influence et désinformation» en réponse à un postulat de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national déposé deux ans plus tôt. A l'image des pays voisins, la Confédération est-elle victime de campagnes de désinformation, s'interrogent les parlementaires. Et quelles mesures proposent le Conseil fédéral pour s'en prémunir?

A ce jour, précise le rapport de 29 pages, «rien n'indique que des activités d'influence ont visé directement des votations ou des élections dans le pays». Un constat rassurant assorti d'une mise en garde: «Il n'est pas impossible que les activités d'influence russes s'intensifient si des débats politiques ou un processus politique en Suisse, comme une votation populaire, revêtaient un intérêt pour la Russie.» Sont évoqués des risques liés aux enjeux énergétiques, à la neutralité et aux sanctions ou au soutien à l'Ukraine. Ces deux derniers thèmes seront l'objet d'une votation fin 2025 ou début 2026.

## Deux Etats dans le collimateur

Deux nations sont dans le collimateur. «On présume que la Russie et la Chine sont les deux pays qui cherchent à exercer le plus d'activités d'influence visant la Suisse», écrit le Conseil fédéral. Depuis que Berne a repris les sanctions européennes pour freiner la machine de guerre russe en Ukraine, Moscou considère la Suisse comme un Etat «hostile» et «multiplie» les activités de désinformation la ciblant, comme l'ont récemment démontré de nombreuses fausses informations visant le sommet du Bürgenstock sur la paix en Ukraine. «Le Kremlin a forgé un réseau de politiciens européens de toutes tendances pour défendre et promouvoir ses intérêts», note le rapport, qui précise que des institutions ou des associations qui se présentent comme apolitiques ainsi que des partis ou des politiciens pro-russes sont utilisés par la Russie. Pour la Suisse, le cas de Vladimir Yakounine, un oligarque proche de Vladimir Poutine, est signalé. Il exerce un lobbying à travers un réseau de fondations, notamment son forum pour le Dialogue des civilisations. Des instituts prétendument scientifiques ou des portails internet critiques à l'égard des médias «s'établissent en Suisse dans l'espoir d'obtenir une crédibilité», peut-on encore lire.

Des politiciens suisses font-ils partie de ces réseaux? Le rapport ne l'indique pas. Il se réfère «à un certain nombre d'individus, de groupes politiques et de partis, comme l'ont révélé diverses recherches accessibles au public, répond Carolina Bohren de la communication du Département fédéral de la défense interpellé par *Le Temps*.

Nous ne nous prononçons pas davantage.» Semaine après semaine, la *Weltwoche* dont le rédacteur en chef, Roger Köppel, est un membre très influent de l'UDC, relaye par exemple le point de vue de la Russie et les critiques à l'égard du Conseil fédéral pour son soutien à l'Ukraine. Ce même hebdomadaire a publié la propagande du Parti communiste chinois en offrant, il y a quelques années, une chronique à un ambassadeur de Pékin en poste à Berne. On peut noter qu'au sein de la Commission de la sécurité du Conseil national la minorité opposée au postulat demandant ce rapport était composée essentiellement des représentants de l'UDC. «Quand l'Etat se mêle de combattre la désinformation, on se heurte inévitablement d'abord à la difficulté de la définir et de l'identifier, puis à celle de savoir si, à un certain moment, on ne risque pas de qualifier de désinformation des communications qui, simplement, ne vont pas dans le sens du «vent» (mainstream), explique le conseiller national UDC valaisan Jean-Luc Addor. Or, la lutte contre la désinformation ne doit pas être le prétexte à une forme de censure du débat politique ni à imposer une prétendue «vérité» dont il faut alors expliquer de qui elle sert les intérêts.»

## «Reste à voir ce que va faire le Conseil fédéral. Jusqu'ici, il s'est montré très attentiste et se contente de suivre ce que fait l'Union européenne»

FABIEN FIVAZ, CONSEILLER NATIONAL  
(LES VERT-E-S/NE)

La Chine n'est pas mise sur le même pied que la Russie. Sa menace est plus indirecte et s'exerce notamment par l'opposition du Parti communiste aux principes démocratiques à l'échelle mondiale. «La Chine, est-il précisé, instrumentalise en sous-main sa diaspora pour défendre et promouvoir ses intérêts. Elle accroît également son influence en utilisant à ses propres fins des acteurs clés qui ne sont pas Chinois, parfois à l'insu de ceux-ci.»

Il est question de journalistes, de politiciens, d'entrepreneurs ou de chercheurs. Le Conseil fédéral constate que des Etats occidentaux sont aussi actifs dans «l'espace de l'information». Ils ne sont toutefois pas considérés comme une menace pour la sécurité «dès lors qu'ils ne remettent pas en question l'ordre étatique de notre pays et son système démocratique». «Ce rapport est globalement satisfaisant et répond à nos questions, réagit le Vert neuchâtelois Fabien Fivaz, l'un des deux rapporteurs de la Commission de la sécurité. Reste à voir ce que va faire le Conseil fédéral. Jusqu'ici, il s'est montré très attentiste et se



Lors d'une émission de la télévision publique russe, la présentatrice s'en prend violemment à Viola Amherd pour décrédibiliser la Conférence du Bürgenstock. (MOSCOU, 20 MAI 2024/CAPTURES D'ECRAN)

contente de suivre ce que fait l'Union européenne.» Après avoir identifié les principales menaces, le rapport explique que «certaines spécificités» tendent à «limiter l'exposition» de la Suisse aux activités d'influence. Sont mis en avant la petite taille du pays, le niveau d'éducation, la qualité de l'information et le haut degré de confiance

envers les institutions. «Cette résilience s'explique et se traduit par une société peu polarisée», écrit le Conseil fédéral.

La démocratie directe et le fédéralisme peuvent toutefois aussi constituer une «vulnérabilité», est-il écrit, «car le nombre de scrutins à tous les niveaux multiplie les possibilités d'exercer une influence». La

«résilience» de la population en matière de désinformation «pourrait s'amenuiser à l'avenir». Une étude citée par le rapport indique ainsi que les personnes interrogées en Suisse ont des «compétences médiatiques plutôt faibles», inférieures à celle des Allemands par exemple. Le nombre de personnes qui ne consomment pas d'émissions d'information traditionnelles est en hausse, surtout parmi les jeunes. Les personnes «d'un certain âge» constituent un groupe «particulièrement vulnérable à la désinformation». L'intelligence artificielle pourrait bientôt maximiser l'impact des campagnes d'influence.

## Aucune structure centralisée

Face à ces risques, le Conseil fédéral souligne la solidité des institutions et réaffirme le principe de la liberté d'opinion. C'est ainsi que les médias russes, contrairement à l'UE, ne sont pas censurés. La liberté d'expression peut être restreinte par les droits de la personnalité (diffamation et calomnie) et la protection de la sécurité et de l'ordre public. Les outils juridiques pour lutter contre la désinformation et les activités d'influence sont jugés suffisants. Les autorités chargées de les appliquer relèvent toutefois de multiples compétences. «Pour l'instant, il n'existe aucune structure en Suisse susceptible de détecter systématiquement les influences dans l'espace de l'information, d'en déterminer les intentions et la paternité et, le cas échéant, d'y réagir.» Parmi les organes de coordination, il est fait mention de la Délégation du Conseil fédéral pour la sécurité et du Groupe sécurité présidé par le Département fédéral de la défense. «La répartition des compétences empêche pour l'instant une coordination centralisée et un tableau complet de la situation», note sobrement le rapport. «Ce n'est pas très clair et peu visible», estime Fabien Fivaz qui plaide pour une «cellule de surveillance centralisée» ainsi qu'en faveur d'une régulation stricte de l'intelligence artificielle.

La Confédération n'intervient ainsi pour stopper des fausses informations sur les réseaux sociaux que «lorsqu'elles se propagent au-delà de la communauté dont elles sont issues ou qu'elles sont dommageables». La communication du Conseil fédéral conserve la confiance de la population. La Chancellerie fédérale travaille toutefois à une nouvelle application d'information qui servira de «canal direct avec la population». L'application et le site web Alertsuisse peuvent par ailleurs aussi être utilisés «pour lutter contre la propagation de la désinformation».

«Elle n'a pas encore été spécifiquement utilisée à cette fin dans une situation réelle précise Andreas Bucher, de la communication du Département fédéral de la défense. Elle pourrait être utilisée par exemple lors d'une crise prolongée, comme une pénurie d'approvisionnement.» En 2025, Berne organisera un «exercice intégré» mettant en scène une «menace hybride» où la gestion des activités d'influence et de désinformation jouera un «rôle central». ■

## EN BREF

### Le ministre français Bruno Le Maire pourrait enseigner à l'EPFL

Selon plusieurs sources recoupées par *Le Canard Enchaîné*, le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, aurait trouvé du travail en Suisse. Il pourrait prochainement enseigner à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Sollicitée, cette dernière ne confirme ni n'infirme l'information du quotidien français pour l'instant. Pour le palimpède, c'est «un choix qui s'explique par le fait qu'en France, il aurait du mal à trouver un point de chute en raison des risques de conflit d'intérêts». Le petit texte conclut en persiflant: «Voilà ce que c'est de servir son pays pendant sept longues années...» Hier, le président Emmanuel Macron a officiellement accepté la démission de son gouvernement, et donc du grand argentier Bruno Le Maire. Les ministres continueront à assurer le «traitement des affaires courantes jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement». Pour l'instant, aucune coalition ne semble se dégager. Vainqueur des législatives, le Nouveau Front populaire reste incapable de proposer un premier ministre. LT

## SUR LE WEB

La capsule suicide serait «bientôt» utilisée en Suisse. C'est ce qu'a soutenu hier bec et ongles l'organisation The Last Resort à propos de la capsule Sarco. Retrouvez l'article de Lorène Mésot en scannant ce code QR:



## L'abbé Pierre accusé d'agressions sexuelles

**TÉMOIGNAGES** Figure iconique en France, le prêtre est mis en cause par plusieurs femmes, dont une mineure à l'époque des faits. Ces derniers auraient été commis entre la fin des années 1970 et 2005, selon un rapport publié hier

ATS

L'abbé Pierre est accusé d'agressions sexuelles par plusieurs femmes. Les faits auraient été commis entre la fin des années 1970 et 2005. C'est ce qui ressort d'un rapport commandé par Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé Pierre et publié hier.

Icône de la lutte contre l'exclusion, longtemps personnalité préférée des Français, l'abbé Pierre, de son vrai nom

Henri Grouès, est décédé en 2007. A la suite d'un témoignage faisant état d'une agression sexuelle commise par l'abbé Pierre sur une femme, un travail a été mené en interne par le cabinet expert de la prévention des violences Egaé, écrivent les trois associations dans un communiqué commun.

### Courage des victimes

«Ce travail a permis de recueillir les témoignages de sept femmes qui font état de comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou des faits de harcèlement sexuel commis par l'abbé Pierre entre la fin des années 1970 et 2005», ajoutent les trois organisations. L'une d'entre elles «était mineure au moment des premiers faits». «Nous saluons le courage des

personnes qui ont témoigné et permis, par leur parole, de mettre au jour ces réalités», soulignent Emmaüs France, Emmaüs International et la Fondation Abbé Pierre, dans ce communiqué révélé également par *La Croix*. «Nous les croyons, nous savons que ces actes intolérables ont laissé des traces et nous nous tenons à leurs côtés», ajoutent-elles. «Ces agissements changent profondément le regard que nous portons sur un homme connu avant tout pour son combat contre la pauvreté, la misère et l'exclusion.» Un dispositif de recueil de témoignages et d'accompagnement, «strictement confidentiel, s'adressant aux personnes ayant été victimes ou témoins de comportements inacceptables de la part de l'abbé Pierre», a été mis en place. ■



# Leopoldo Lopez, l'espoir de la fin du chavisme

**ELECTIONS** Comptant parmi les leaders de l'opposition, malgré son exil, ce Vénézuélien de 53 ans nourrit de vrais espoirs pour la présidentielle du 28 juillet. Le candidat de l'opposition est largement en tête. Mais tout dépendra du rôle de l'armée

STEPHANE BUSSARD  
X @stephaneBussard

Bien qu'il soit en exil à Madrid, le Venezuela coule toujours dans ses veines. A 53 ans, Leopoldo Lopez suit de très près la campagne électorale pour la présidentielle vénézuélienne du 28 juillet prochain. Parmi ses lointains ancêtres, le premier président du pays, Cristóbal Mendoza ou encore Simon Bolívar, une icône politique et militaire de la libération de l'Amérique latine du colonisateur espagnol. Il appartient à une famille influente. Il y a quelques jours, il est venu s'exprimer devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui menait un dialogue sur un rapport critique du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) sur le recul de l'espace civique et sur les détentions arbitraires de prisonniers politiques. Le haut-commissaire Volker Türk s'est félicité des visites que son équipe avait pu effectuer au Venezuela avant de déplorer qu'elle se fasse expulser du pays par le pouvoir de Caracas.

## La maxime de Nelson Mandela

Au Palais des Nations à Genève, Leopoldo Lopez est venu exprimer son profond souhait de changement radical dans son pays. Mais il a été choqué par le déni de réalité dont a fait preuve la délégation vénézuélienne. Ce colauréat du Prix Sakharov sait de quoi il parle. Ex-maire d'une municipalité de Caracas, il fut interdit de fonction publique par le président Hugo Chavez (1999-2013), puis arrêté par les forces de sécurité de son successeur Nicolas Maduro en 2014 alors qu'il protestait pacifiquement contre les abus du régime. Confronté à un mandat d'arrêt, il aurait pu rester caché, prendre le chemin de l'exil ou se rendre aux autorités. Le 18 février 2014, il décida de se livrer aux autorités.

«Comme le disait Nelson Mandela, relève-t-il, on ne sait pas ce que sont les droits humains tant qu'on n'a pas souffert d'en être privé. J'ai personnellement été détenu arbitrairement dans une prison à une heure et demie de la capitale et placé en isolement cellulaire. J'ai été torturé. Mais j'avais lu différents récits d'ex-prisonniers. Et je savais qu'il fallait que j'aie une routine en détention. Chaque jour, je priais, j'occupais mon esprit et faisais de l'exercice. J'évitais de penser au jour où je pourrais être libéré. Je vivais au jour le jour. Mon histoire est loin d'être unique. Vous pouvez interroger n'importe quel Vénézuélien. Il aura une histoire de ce type à raconter.» En 2017, Leopoldo Lopez sortira de prison pour être placé en résidence surveillée. Il réussira à s'en échapper en 2019 pour se réfugier à l'ambassade d'Espagne à Caracas où il passa dix-huit mois avant de s'exiler à Madrid peu après. Aujourd'hui, il reste très impliqué

palité de Caracas, il fut interdit de fonction publique par le président Hugo Chavez (1999-2013), puis arrêté par les forces de sécurité de son successeur Nicolas Maduro en 2014 alors qu'il protestait pacifiquement contre les abus du régime. Confronté à un mandat d'arrêt, il aurait pu rester caché, prendre le chemin de l'exil ou se rendre aux autorités. Le 18 février 2014, il décida de se livrer aux autorités.

## Portrait

en exil. Dans les sondages, il glane pour l'heure plus de 60% des intentions de vote. Je crois que Gonzalez est la bonne personne au bon moment pour permettre un début de transition de la dictature à la démocratie.» Cela n'empêche pas l'opposition de craindre la répression que le président Maduro pourrait orchestrer pour s'assurer un troisième mandat à la tête de l'Etat. Tout dépendra du rôle que jouera l'armée. Les récents propos de Nicolas Maduro n'incitent toutefois pas à l'optimisme: «Je tiens entre mes mains [...] le bâton de

commandant en chef des forces armées. [...] Jamais ce bâton ne tombera entre les mains d'un oligarque, d'une marionnette, d'un traître, je le jure, jamais! La victoire nous appartient.»

«J'ai un tatouage du Venezuela sur une jambe. Je vis et respire mon pays même si l'exil est dur»

LEOPOLDO LOPEZ

Au Palais des Nations, l'opposant vénézuélien est mu par la passion. Il le martèle: «Le 28 juillet, nous avons l'occasion de donner une nouvelle direction au Venezuela.» A ses yeux, le «début de la fin» de la démocratie vénézuélienne a commencé avec la présidence d'Hugo Chavez, qui a placé tous ses amis à des postes clés de l'Etat et des institutions. «Il a commencé à détruire la démocratie. Et malheureusement, il a

bénéficié de la hausse des prix du pétrole qui a fait croire à l'illusion de la prospérité. Chavez a ensuite détruit l'économie, expropriant les terres et des entreprises ainsi que les médias. Il a sapé l'Etat de droit essentiel à l'économie.»

## Axe des autocraties

Leopoldo Lopez avance des chiffres qui disent tout: le Venezuela compte selon lui environ 6000 entreprises d'Etat. S'est ajoutée à ce triste bilan une gigantesque crise humanitaire. Près de 75% des hôpitaux sont incapables de fournir le matériel médical nécessaire et le manque de personnel infirmier est chronique. Les enfants qui vont à l'école ont de la chance, mais souvent, les professeurs sont aux absences. «L'exode de Vénézuéliens est massif, précise l'exilé. Au cours de la dernière décennie, 8 millions d'entre eux ont quitté le pays qui compte quelque 30 millions d'habitants. C'est une personne sur quatre.»

Au Conseil des droits de l'homme, le Madrilène d'adoption n'a pas manqué de noter le soutien massif qu'apportent un certain nombre de pays au régime de

Maduro dont l'Iran, la Chine, la Russie, l'Erythrée, le Zimbabwe, l'Ouganda, l'Arabie saoudite, la Corée du Nord et Cuba. «Maduro n'est pas isolé. Bien au contraire. Il peut profiter de l'axe des autocraties et essayer de voler l'élection présidentielle», craint Leopoldo Lopez. C'est en raison de ce défi qu'il a contribué à créer le World Liberty Congress, une organisation dont il est le secrétaire général. «C'est une alliance des démocraties pour se défendre contre les autocrates. Je l'ai constaté en exil. J'ai parlé à des gens de pays et de cultures très différents. Nous avons tous la même histoire face à la dictature. Nous devons mener le même combat.» A ce jour, 60 pays participent aux sommets du World Liberty Congress.

Quand il était encore maire à Caracas, Leopoldo Lopez avait rencontré le sénateur et candidat à la Maison-Blanche Barack Obama. Quand on lui parle des Etats-Unis de cette époque, il peine à ne pas exprimer un regret. Pour lui, Washington a sous-estimé la propagation du virus de l'autocratie. Or aujourd'hui, «le réseau des autocrates fonctionne à plein régime». ■



Au Palais des Nations, Leopoldo Lopez est venu exprimer son profond souhait de changement radical dans son pays. (GENÈVE, 3 JUILLET 2024/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

# Le 7 octobre, le Hamas a massacré des civils «dès le premier instant»

**PROCHE-ORIENT** Dans un rapport, l'organisation Human Rights Watch écarte la version du groupe armé palestinien selon laquelle ses objectifs initiaux n'étaient que d'ordre militaire lors de l'attaque en Israël en automne dernier

LUIS LEMA  
X @luislema

Le 7 octobre 2023 et ses conséquences ont changé (pour le pire) les relations entre Israël et les Palestiniens. Mais que s'est-il passé exactement ce jour-là? Faute de commission d'enquête lancée en Israël, des interrogations demeurent, 285 jours plus tard. Une enquête de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW), publiée mercredi, vient en partie combler ces lacunes. Elle insiste sur la responsabilité des brigades du Hamas, mais surtout sur le caractère «systématique» des meurtres de civils commis lors de cette opération planifiée de longue date.

Le bilan de cette attaque menée aux premières heures de la fête juive de Simchat Torah avait déjà été précisément établi par l'Agence France Presse (AFP),

en se basant sur les chiffres fournis par Israël: 1195 victimes, soit 815 civils et 380 militaires. A ces victimes, dont au moins 282 femmes et 36 enfants, s'ajoute la prise de 251 otages, dont 76 seraient toujours détenus en vie à Gaza et 44 seraient décédés.

## Actions «hautement coordonnées»

Parmi les points clés de ce rapport de 236 pages: le fait que ces brigades armées ont commencé à attaquer des zones israéliennes peuplées de civils dès les premiers instants de l'opération, soit «immédiatement» après avoir procédé à une brèche coordonnée de plusieurs points de la barrière entre Gaza et Israël.

Aussi bien le meurtre intentionnel de civils que le recours à des prises d'otages apparaissent ainsi comme faisant partie intégrante d'un «plan systématique» dont les modalités «étaient planifiées et hautement coordonnées», notent les enquêteurs. Si les commandos du Hamas ont joué les premiers rôles, ils étaient aussi secondés de membres d'autres factions palestiniennes telles que le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine et le

Front démocratique de libération de la Palestine, ainsi que des branches dissidentes du Fatah, officiellement dissoutes.

Pour mener ce constat, HRW s'est fondée sur les insignes portés parfois par les membres des commandos mais aussi sur les revendications diffusées sur les réseaux sociaux par les factions elles-mêmes. Bien que les assaillants ne portaient pas tous d'uniforme ou de signe distinctif clair, le rapport se montre catégorique: il écarte le fait que des civils palestiniens, qui sont passés en Israël en profitant des brèches ouvertes par

les combattants, puissent être responsables des crimes les plus graves commis lors de l'assaut.

Cette thèse selon laquelle les Palestiniens ordinaires auraient grandement participé aux massacres a été abondamment utilisée par certains responsables du Hamas lui-même, qui cherchaient ainsi à exonérer en partie leur organisation. «Les gens se sont précipités (dans les brèches), ainsi que les groupes palestiniens qui ne participaient pas à l'opération militaire, ce qui a provoqué le chaos sur le terrain et modifié ainsi le plan de conduite initial d'une opération contre des cibles militaires», répète encore la direction du Hamas dans les réponses apportées à l'enquête de HRW. Cette idée d'une avalanche incontrôlée de la population a aussi été mise en avant par Israël, dont les dirigeants ont de manière répétée justifié les bombardements de Gaza par le fait que la responsabilité de l'attaque serait partagée par tous les habitants. A ce jour, les représailles israéliennes ont coûté la vie à 38 794 Gazaouis, selon le décompte établi par les autorités palestiniennes.

De la même manière, les enquêteurs de HRW n'ont pas trouvé de preuves

semblant démontrer qu'une «majorité des morts» aurait été causée par l'usage d'armes de gros calibre de la part de l'armée israélienne. Le rapport évoque cependant quelques cas d'Israéliens tués par l'armée alors qu'ils étaient aux mains de leurs assaillants.

**Pas d'enquête israélienne prévue**

L'organisation de défense des droits humains a pu enquêter pendant un mois en Israël, où elle a interviewé des dizaines de témoins mais où elle n'a pas eu accès aux documents officiels. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y aurait pas d'enquête israélienne avant la fin de la guerre contre Gaza, rendant ainsi impossible l'éclaircissement des failles de sécurité qui ont rendu possible cette attaque.

Il a encore rappelé cette position mardi, lors d'une conversation avec des familles des victimes. HRW a aussi multiplié, par le passé, les rapports accablants sur les crimes d'apartheid et crimes contre l'humanité commis selon elle par Israël à l'encontre des Palestiniens. Des prises de position qui ont valu l'expulsion de son directeur en Israël depuis fin 2019. ■



# Dans la Seine, la fin d'un serpent de mer

**FRANCE** Anne Hidalgo, la maire de Paris, a nagé hier dans le fleuve avec l'ancien kayakiste Tony Estanguet, président du comité d'organisation des Jeux olympiques 2024. Cet événement marque l'achèvement d'un feuilleton historique

PAUL ACKERMANN, PARIS  
X @paulac

Un petit pas pour elle, un bond de géant pour Paris. Comme promis en début d'année, c'est au pont Marie, à une ou deux encablures de Notre-Dame et de l'Hôtel de Ville, qu'Anne Hidalgo est descendue dans la Seine avec l'ancien kayakiste Tony Estanguet, président du comité d'organisation de ces Jeux olympiques. Dans son «petit crawl» en combinaison manches et jambes courtes, choisie depuis des mois selon *L'Express*, la maire socialiste de la capitale française était suivie par de nombreux nageurs licenciés, certains jouant au ballon.

Hier, vers 10h du matin, toute la presse française et même internationale voulait en être. Car, après le populaire passage de la flamme olympique dans les rues de Paris ce week-end, ces quelques mètres de natation dans une eau à 20 °C font que les Français sont désormais concrètement plongés dans le bain de leurs Jeux.

Une performance qui peut sembler anecdotique alors que des dizaines d'athlètes olympiques (triathlon et nage en eau libre) devraient bientôt le faire. Mais politiquement, ce jour a une dimension historique. Les Parisiens l'attendaient depuis 1988 et la promesse faite par Jacques Chirac. Alors maire de la ville, il s'était engagé à rendre le fleuve propre à la baignade après plus de cinquante ans d'interdiction (1923) et à y piquer une tête avant la fin de son mandat. Le futur ne l'a jamais fait. La dérogation accordée au triathlon de Paris a même été retirée en 2013 au vu de la «contamination fécale» de l'eau, susceptible de provoquer des gastro-entérites voire, plus rarement, des infections urinaires, des méningites ou des septicémies.

Après Anne Hidalgo en janvier lors de ses vœux, Emmanuel Macron a lui aussi affirmé en février qu'il plongerait dans la Seine alors que Paris 2024 prévoit des épreuves dans la Seine depuis longtemps. Début juin, les équipes de la maire de Paris crai-

gnaient même que le président de la République ne lui «coupe l'herbe sous la palme» en mettant en scène un plongeon solitaire et surprise selon *L'Express*.

### Eaux usées des péniches

Mais l'ambiance politique nationale de ces dernières semaines s'avère peu propice à la baignade et, même si la maire avait bel et bien invité le président à se joindre à elle, il ne devrait pas tenter l'immersion dans les jours qui viennent. La ministre française des Sports, Amélie Oudéa-Castéra a quant à elle bel et bien grillé la politesse à la maire et ouvert le bal en petit comité ce samedi 13 juillet, vers le pont des Invalides, où auront lieu les épreuves olympiques. Celle qui avait déjà été au cœur de la polémique lors de son court passage au Ministère de l'éducation, a glissé au moment de descendre dans l'eau et provoqué l'hilarité des réseaux sociaux.

Cette «baignabilité» de la Seine doit se concrétiser par l'ouverture de trois sites de baignade

publique l'été prochain, dont un là où Anne Hidalgo a fait tremette hier. Le fruit d'un travail que la mairie présente comme un service aux Parisiens en vue des étés caniculaires que devrait provoquer le réchauffement climatique. Un travail accéléré sous la pression des Jeux olympiques, dont ces épreuves dans la Seine étaient un des objectifs les plus visibles. Ces derniers mois, le sujet était l'un des plus discutés dans la perspective des JO.

Depuis 2016, 1,4 milliard d'euros a été investi par les collectivités publiques locales ainsi que l'Etat français afin d'atteindre l'objectif du respect, en été, des seuils réglementaires de bactéries d'origine fécale (*E. coli* et entérocoques), les autres sources de pollution ne posant plus de problème pour la santé selon la mairie. Pour ce faire, il a fallu correctement raccorder les eaux usées des péniches et de certains autres bâtiments. Par ailleurs, un nouveau bassin de stockage des eaux pluviales, d'une capacité de 50 000 m³, a été creusé en sous-

sol à côté de la gare d'Austerlitz, afin de limiter les débordements des eaux usées en cas de fortes pluies.

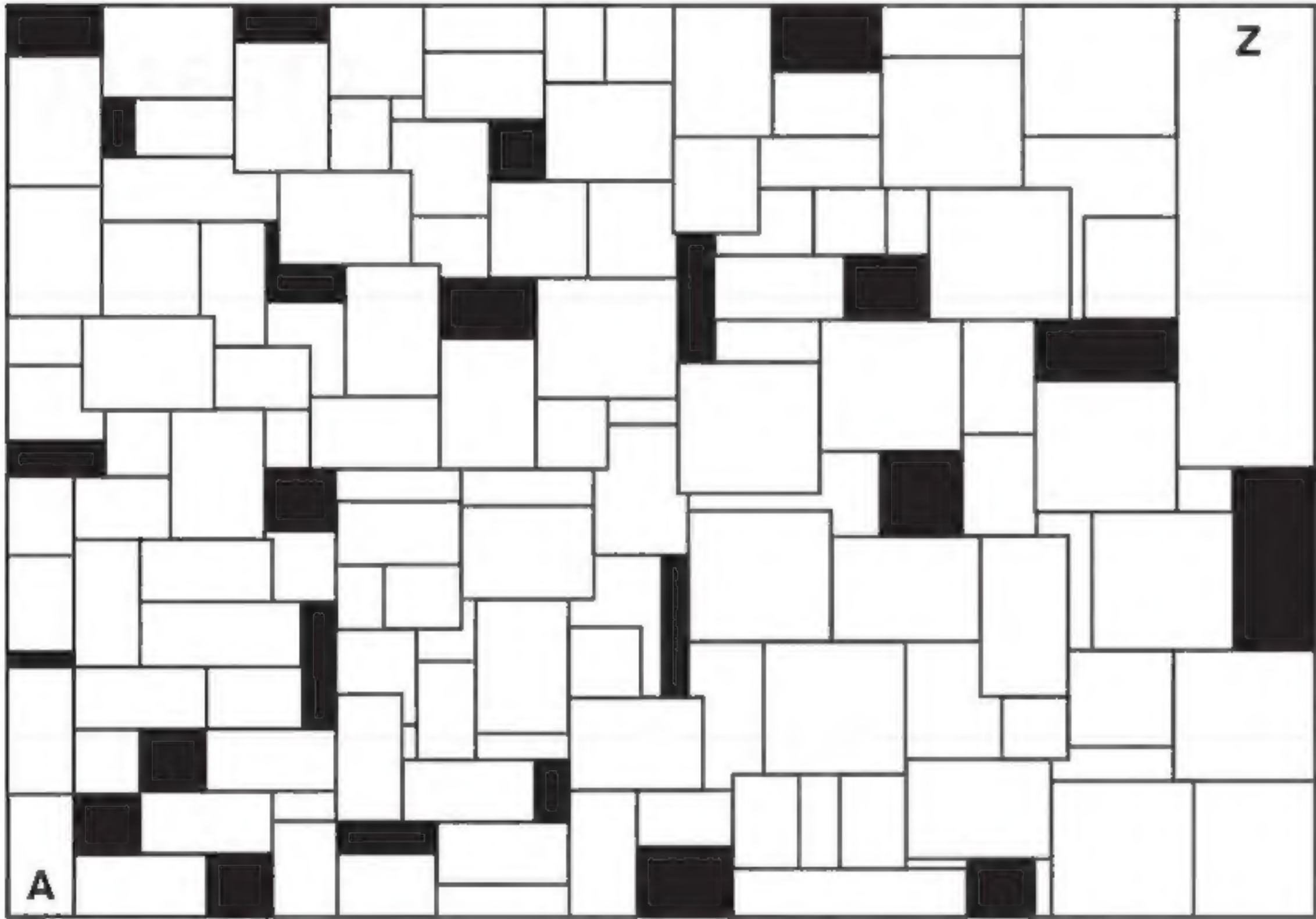
La dernière ligne droite n'a cependant pas été de tout repos. Anne Hidalgo devait déjà se baigner le 23 juin. Outre l'ambiance tendue par les élections législatives anticipées, ce sont aussi les intempéries exceptionnelles de ce printemps qui ont finalement rendu l'eau impropre pour ce premier rendez-vous. Un entraînement de l'équipe de France de nage en eau libre a également dû être reporté. Ainsi que certaines des premières répétitions de la cérémonie d'ouverture, car le débit du fleuve était trop fort. Ce samedi, il restait élevé, au-delà de 500 m³/seconde, ce qui est problématique et loin des normales de saison qui se situent entre 100 et 150 m³/seconde.

Mardi, le débit est redescendu sous les 400 m³/seconde. Et les autorités ainsi que l'ONG Surfrider se veulent de plus en plus rassurantes, annonçant depuis juillet de bons résultats de propreté. Une

répétition de la cérémonie d'ouverture a été reprogrammée au 16 juillet, dix jours avant le jour J.

Quant aux Parisiens, la perspective de nager dans la Seine ne les enthousiasme pas nécessairement. Jeannine, 75 ans, habite vers la gare de Lyon et allait promener son chien sur la rive d'en face alors que le plongeur d'Anne Hidalgo se préparait. Elle n'a pas prévu de se baigner ici de sitôt: «Je préfère la mer. Quand on voit les cadavres de rats dans l'eau, ça ne donne pas vraiment envie. Avec tous les SDF et les personnes âgées qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, je me dis qu'il y avait peut-être mieux à faire que parader pour tout ça.» Aline, 43 ans, qui fait son sport hebdomadaire dans le coin, ne prévoit pas non plus de nager ici l'année prochaine. Elle préfère remonter le fleuve sur 30 km, en lointaine banlieue, là où l'eau est claire. «Mais je trouve fantastique d'avoir les Jeux, ça a permis de rénover pas mal de choses et je me réjouis de pouvoir vivre l'ambiance.» ■

## Jeux et casse-têtes



### Le labyrinthe

Allez de A à Z en passant d'une case à l'autre égale ou plus grande. Evitez les cases noires.

A [ ] [ ] [ ] N  
F I [ ] [ ] [ ] L E  
C O M [ ] [ ] [ ] U I R  
D O S S [ ] [ ] [ ] O I S E  
P A N A C [ ] [ ] [ ] I T I E R  
P R O C L A [ ] [ ] [ ] V E I L L E

### Les trois lettres

Pour chaque ligne, il manque toujours les trois lettres qui terminent le mot de gauche et commencent celui de droite. Il n'y a aucun nom propre.

G	O	.	.	.	.	.	H
H	A	.	.	.	.	.	C
T	O	.	.	.	.	.	P

### Seul et unique

Quels sont ces noms communs?

1.M.R.T.L.B.T.M.R.T.L.V.N.N

2.B..NM.L.CQ..SN.PR.F.T.  
J.M..S

3.L.N..TP.RT.C.NS..L

4.L.CC.S..NF..TL.L.RR.N

5.N.LN.STPR.PH.T..NS.NP..S

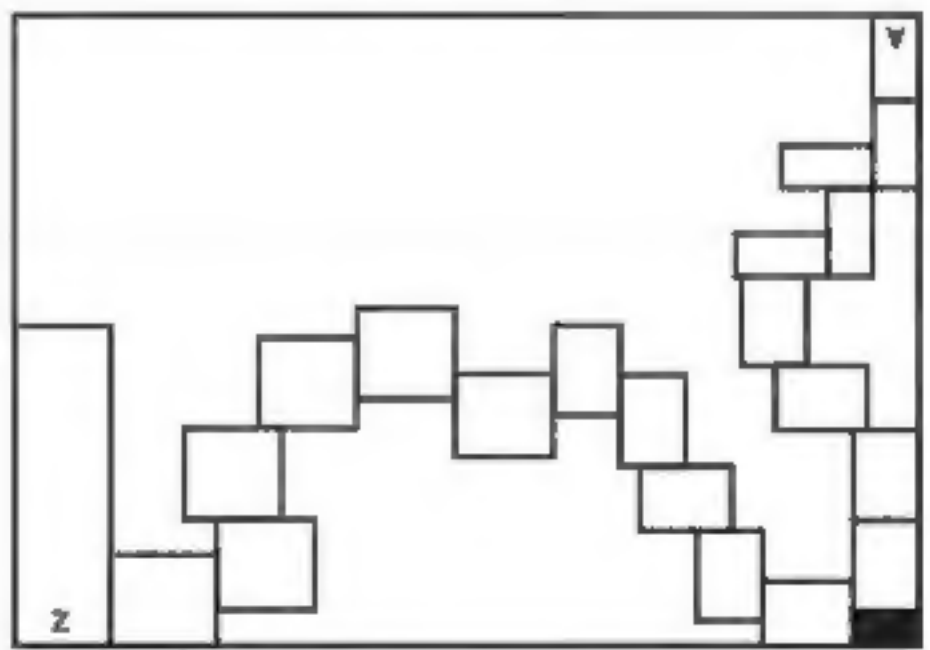
### Mystérieux proverbes

Ces lignes sans queue ni tête dissimulent chacune un proverbe connu. Les espaces entre les mots ont été supprimées et chaque voyelle est remplacée par un point. On n'a tenu compte ni des virgules ni des apostrophes.

### SOLUTIONS

P	I	H	S	N	W	O	T
C	V	A	S	E	R	A	H
H	C	A	S	V	L	O	G

1. Morte la bête, mort le son pays
2. Bien mal acquis ne profite jamais
3. La nuit porte conseil
4. L'occasion fait le larron
5. Nul n'est prophète en son pays





6 Carnet du jour

CONVOIS FUNÈBRES

<b>GENÈVE</b> Genève – 13 h 30: <b>M. Florian Montanini</b> ; chapelle de l'Ange de la Consolation, Saint-Georges Le Petit-Saconnex – 13 h 30: <b>M<sup>me</sup> Mahin Batool Ebrahim Khalili</b> ; mosquée, ch. Colladon 34 Meinier – 10 h 30; <b>M<sup>me</sup> Hélène Marie Luccarini</b> ; église Petit-Lancy – 15 h 45: <b>M. Hugues Bommer</b> ; chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges <b>LAUSANNE</b> – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Monique Bise-Chatton</b> ; église Notre Dame du Valentin	<b>VAUD</b> Chavornay – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Nicole Guignard</b> ; temple Cugy – 15 h: <b>M<sup>me</sup> Sandrine Martin</b> ; centre oecuménique Donatyre – 13 h 30: <b>M<sup>me</sup> Martha Schneider-Christen</b> ; temple Pully – 15 h: <b>M<sup>me</sup> Edith Gilliland</b> ; église catholique Saint-Maurice Vevey – 14 h: <b>M. Jean-Ivan Falesitch</b> ; chapelle d'Arcangier Vevey – 14 h: <b>M. Claude Jacquod</b> ; église catholique Notre-Dame <b>FRIBOURG</b> Belfaux – 14 h: <b>M. Albert Sallin</b> ; église Saint-Etienne Estavayer-le-Lac – 14 h 30: <b>M. Michel Ducrest</b> ; collégiale Saint-Laurent	<b>Sommentier</b> – 14 h 30: <b>M<sup>me</sup> Françoise Castella</b> ; église <b>NEUCHÂTEL</b> Fenin – 14 h: <b>M. René Schmid</b> ; temple La Chaux-de-Fonds – 10 h: <b>M<sup>me</sup> Angela Fantini Salvi</b> ; église du Sacré-Cœur Le Locle – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Nicole Schiess</b> ; temple Neuchâtel – 14 h: <b>M<sup>me</sup> Josiane Lucy Habegger</b> ; chapelle du cimetière de Beauregard <b>VALAIS</b> Monthey – 16 h: <b>M<sup>me</sup> Joséphe Cagnard</b> ; église Sierre – 10 h 30: <b>M. Serge Girardin</b> ; église de Sainte-Croix
---	--	--

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Tél. +41 22 575 80 50  
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

<b>NUMÉROS D'URGENCE</b> Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de La Broye, Payame: Tél. 026 662 80 11	<b>Hôpital de la Providence:</b> Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46 <b>Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds:</b> Tél. 032 930 30 00 <b>Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds:</b> Tél. 032 910 04 00	<b>VAUD</b> Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45 <b>Blanchet &amp; Wiesmann SA:</b> Renens, Tél. 021 636 13 13 Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13 Nyon: Tél. 022 362 33 33 <b>Cassar Pompes Funèbres SA:</b> Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10. <b>Aigle:</b> tél. 024 466 46 56 <b>Aubonne:</b> Tél. 021 808 62 88 <b>Bex:</b> tél. : 024 463 35 79 Carrouge: Tél. 021 903 26 24 Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69 Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00 Chexbres: Tél. 021 946 24 01 Echallens: Tél. 021 882 23 35 Froideville: Tél. 021 881 15 20 Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94 La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54 <b>Le Mont-sur-Lausanne:</b> Tél. 021 653 06 12 <b>Mézières:</b> Tél. 021 903 23 38 <b>Montreux:</b> Tél. 021 964 46 46 <b>Morges:</b> Tél. 021 801 06 08 <b>Morrens:</b> Tél. 021 731 16 55 <b>Moudon:</b> Tél. 021 905 28 28 <b>Nyon:</b> Tél. 022 361 80 10 <b>Orbe:</b> Tél. 024 441 15 55 <b>Oron-la-Ville:</b> Tél. 079 398 80 15 <b>Rolle:</b> Tél. 021 825 50 60 <b>Villeneuve:</b> Tél. 021 960 30 20 <b>Vuibroye:</b> Tél. 021 907 79 18	Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27 <b>Eggs F. &amp; Fils:</b> Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24 <b>Fischer Manfred Sär:</b> Chavornay, le Verneret 27A. Tél. 024 441 13 38 <b>Florideuil:</b> Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97 <b>Funeradog:</b> Pampigny, rte de la Moutonnene 3A, Tél. 021 800 08 33 <b>Funesta:</b> Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91 <b>François Schneider et fils,</b> Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43 <b>Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres:</b> Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43 <b>Bière:</b> Tél. 021 809 51 60 <b>Nyon:</b> Tél. 022 361 05 05 <b>Perroy:</b> Tél. 021 825 30 40 <b>Gavillet SA Pompes funèbres:</b> Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32 <b>Vevey:</b> Tél. 021 922 89 11 <b>Générales SA:</b> Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43 <b>Vevey,</b> boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13 <b>Le Sépey,</b> route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51 <b>Echallens,</b> Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
---	---	--	---	--	--

PUBLICITE

Abonnement digital gratuit!

Offrez le média que vous aimez!

L'Etat de Genève fait bénéficier d'un abonnement digital gratuit aux Genevois de 18 à 19 ans\*



Faites-en profiter un proche!

\*Offre réservée aux résidents genevois nés entre le 01/01/2008 et le 31/12/2006. Abonnement offert par l'Etat de Genève

LE TEMPS

LE TEMPS IMPRESSUM

<b>Editeur/Rédaction</b> Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2 CH – 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	<b>Adjoints:</b> Vincent Bourquin Grégoire Nappay <i>Assistante et office manager:</i> Monique Graber Sangiorgio	<b>Opinions &amp; Débats:</b> Romain Clivaz <i>Culture &amp; Le Temps Week-end:</i> Stéphane Gobbo <i>Epoque &amp; Société:</i> Célia Héron <i>Sport:</i> Laurent Favre <i>Sciences:</i> Sylvie Logean	<b>Rédaction de Berne</b> Bundesgasse 8 CH – 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	<b>Relation clients</b> Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 <i>E-mail:</i> relationclients@letemps.ch <i>Tarifs:</i> découvrez nos offres sur <a href="http://www.letemps.ch/abos">www.letemps.ch/abos</a>	<b>Impression</b> CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	reimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
<b>Conseil d'Administration</b> <i>Présidence:</i> Abir Oreibi	<b>Chefs d'édition</b> Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Julien Pralong (resp. web) Philippe Simon (resp. print)	<b>Iconographie</b> images@letemps.ch	<b>Rédaction de Lausanne</b> Rue de la Madeleine 18 CH – 1003 Lausanne Tél: +41 22 575 80 50	<b>Régie publicitaire</b> <i>Nationale:</i> Anne-Sandrine Backes Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél. : 021 318 46 60 <i>Email:</i> letemps@nzzone.ch <i>Régionale:</i> Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél. : 022 575 80 50 <i>Email :</i> publicite@letemps.ch	<b>Tirage diffusé</b> 34 118 exemplaires (source: tirage contrôlé REMP 2023)	
<b>Direction</b> Pierre-Adrian Irlé, <i>directeur exécutif</i> Madeleine von Holzen, <i>rédatrice en chef</i> Jean-Christophe Potocki, <i>produits &amp; technologie</i> Olivier Schwarz, finances	<b>Chefs de rubrique</b> <i>International:</i> Aline Jaccottet <i>Suisse:</i> Nicole Lamon <i>Economie:</i> Aline Bassin	<b>Rédactrice en chef</b> <b>T Magazine</b> Rinny Gremaud	<b>Rédaction de Neuchâtel</b> Case postale 2645 CH – 2000 Neuchâtel Tél: +41 22 575 80 50		<b>Audience REMP MACH Basic</b> 2024-1 : 86 000 lecteurs La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute	
<b>Rédactrice en chef</b> Madeleine von Holzen		<b>La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur</b> <a href="http://www.letemps.ch/contact/annuaire">www.letemps.ch/contact/annuaire</a>	<b>Rédaction de Sion</b> Rue des Creusets 16 CH – 1950 Sion Tél. +41 22 575 80 50			Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé



# Les moustiques en pleine guerre des sexes

**ÉPIZOOTIE** Dans les régions où tous deux coexistent, «albopictus», principal vecteur du chikungunya, a pris le pas sur son homologue «aegypti» responsable de la dengue et de la fièvre jaune. Selon les scientifiques, l'accouplement interspécies en est la cause

DENIS DELBECQ  
X @effetsdeterre

Le redoutable genre animal *Aedes* recense plus de 200 espèces, dont certaines hébergent des parasites néfastes au genre humain. C'est ainsi le cas d'*Aedes albopictus*, le moustique tigre, le plus invasif de toute sa cousine, et le plus désagréable puisque sa femelle pique toute la journée, bien au-delà des agressions de l'indésirable – et inoffensif – *Culex pipiens* de nos latitudes, qui se contente du couchant et de l'aube. *Albopictus* est responsable de la propagation d'une vingtaine de virus, pénibles quand ils ne sont pas mortels. Originaire d'Asie du Sud-Est, ce diptère a envahi tous les continents – sauf l'Antarctique. Il fait l'objet d'une surveillance étroite en Europe car ce principal vecteur des virus chikungunya et Zika profite d'un climat réchauffé pour s'étendre. Il a aussi répandu la dengue sur le continent africain.

### Un tigre qui élimine la concurrence

De son côté, *A. aegypti*, originaire d'Afrique, a conquis la quasi-totalité des régions tropicales de la planète. Premier vecteur de la dengue, il peut également transmettre d'autres arbovirus comme la fièvre jaune – sa spécialité – et le Zika. A force d'envahir le monde – le plus souvent à bord de nos cargos, avions et autres véhicules –, les deux espèces devaient fatalement se rencontrer. Cela s'est produit depuis les deux ou trois dernières décennies dans de nombreuses régions favorables du globe, comme dans le sud-est des États-Unis ou au sud de Taïwan. Le plus souvent, la cohabitation a viré à l'avantage d'*albopictus*. Car son mâle est doté d'une arme de destruction massive pour ses cousins! C'est le maître de la concurrence déloyale. «Outre le sperme, l'éjaculat d'*albopictus* contient des peptides, de petites protéines, qui altèrent le comportement de la femelle, explique Matthew Paul Su, de l'Université de Nagoya (Japon),



Les sons propres à chaque espèce permettent aux moustiques – ici un tigre – de reconnaître leurs congénères. (ALBERTO GHIZZI/PANIZZA/BIO SPHOTO/AFPI)

auteur de travaux publiés dans iScience sur les spécificités d'*albopictus* et d'*aegypti*. Une fois inséminée, elle cesse définitivement de se reproduire.» Comme si elle avait été stérilisée. Une aptitude qu'on ne retrouve pas chez le mâle *aegypti*. Quand un mâle *albopictus* s'accouple avec une femelle conspécifique, l'honneur est sauf: les ovules sont fécondés et offrent une descendance à l'espèce. «S'il se reproduit avec une femelle *aegypti*, les œufs ne sont pas viables. Mais les peptides produisent le même effet». Les femelles *aegypti* qui auront fait une mauvaise rencontre n'engendreront donc jamais de pro-

géniture. Celles d'*albopictus* ne seront pas stérilisées par un accouplement avec un mâle de l'autre espèce. «Il y a un consensus pour dire que c'est la raison qui explique que *albopictus* prend le dessus sur *aegypti*». Pourtant, depuis quelques années, il semble que ce dernier ait entamé un come-back, du moins dans certaines régions, à l'image de la ville de Kaohsiung, au sud de Taïwan. «C'est ce que nous cherchons à comprendre», explique Matthew Paul Su, qui explore une hypothèse: l'audition de l'insecte aurait évolué, permettant à l'un ou l'autre de repérer ses congénères de manière plus spécifique. Et oui, les moustiques

ont des oreilles! Ces insectes possèdent deux organes placés sur le dessus de la tête, deux antennes hérissées de poils qui jouent le rôle de tympan: ils captent les sons et les transmettent vers un organe situé en deçà, où des milliers de neurones muent les vibrations en informations électriques, comme le fait la cochlée de l'oreille mammifère. Chez les insectes, le battement des ailes crée une fréquence sonore spécifique, qui dépend à la fois de leur masse et de la surface de leurs ailes. Elle est donc différente d'une espèce à l'autre et, au sein d'une même espèce, entre mâles et femelles. D'ailleurs, une étude parue début juin dans PLOS

One a montré qu'il existe une relation mathématique simple entre ces deux grandeurs, une équation universelle qui explique à la fois la fréquence de battement des ailes des insectes, des oiseaux et chauve-souris, et même celle des nageoires de baleine! Les sons permettraient-ils aux moustiques de reconnaître leurs congénères? Pour le vérifier, le groupe de Matthew Paul Su a étudié les mâles des deux espèces de moustique concurrentes sous les tropiques, plus précisément la fréquence de résonance de leurs organes auditifs en présence de stimuli sonores. Celle-ci est très proche de la fréquence émise par le vol des femelles de la même espèce. Puis,

ces scientifiques ont constaté que ces dernières ne réagissent pas quand on diffuse des sons à l'aide d'un haut-parleur. Elles n'utiliseraient donc pas leur audition pour trouver leur partenaire. De leur côté, les mâles tendent à se précipiter sur l'appât sonore quand la tonalité diffusée s'approche de leur fréquence optimale. Mais ils le font de manière bien différente: 87% des *aegypti* réagissent en repliant leur abdomen sur lui-même – et le font plus longtemps – pour se préparer à la reproduction, contre 23% des *albopictus*. Les mâles de cette espèce se serviraient donc moins de leur oreille pour dénicher une dulcinée.

### La femelle aegypti aurait-elle appris à mieux entendre pour éviter de se tromper de partenaire?

«Toutes nos expériences ont été faites avec des lignées qui vivent et se reproduisent depuis des années en laboratoire, en dehors d'un milieu naturel et de toute pression de sélection», prévient Matthew Paul Su. Elles ne permettent pas de savoir si *aegypti* ou *albopictus* ont évolué à Taïwan en raison de leur coexistence territoriale. Le mâle *albopictus* aurait-il appris à être plus spécifique dans sa recherche de femelle? La femelle *aegypti* aurait-elle appris à mieux entendre pour éviter de se tromper de partenaire? «Nous nous sommes rapprochés de scientifiques taïwanais pour refaire ces expériences avec des moustiques collectés sur le terrain. Ce n'est que comme cela que nous pourrions savoir si la piste de l'audition est la bonne!» Toute réponse sera forcément un pas pour la santé humaine. Car ces satanées bestioles nous obligent à répondre de la meilleure façon qui soit: cibler notre lutte sur le bon ennemi. ■

## MÉTÉO

## ÉPHÉMÉRIDE

Jeudi 18 juillet 2024

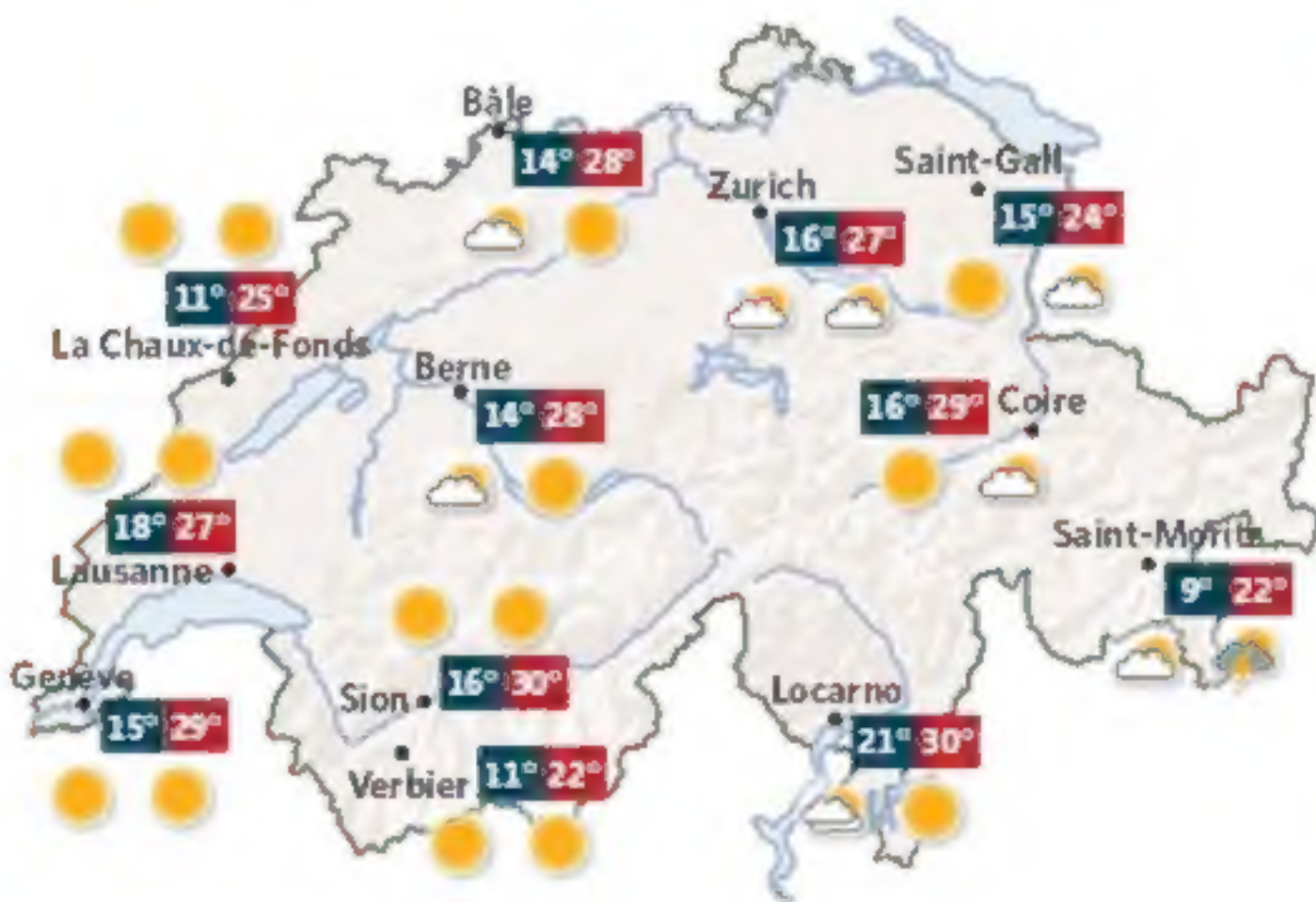
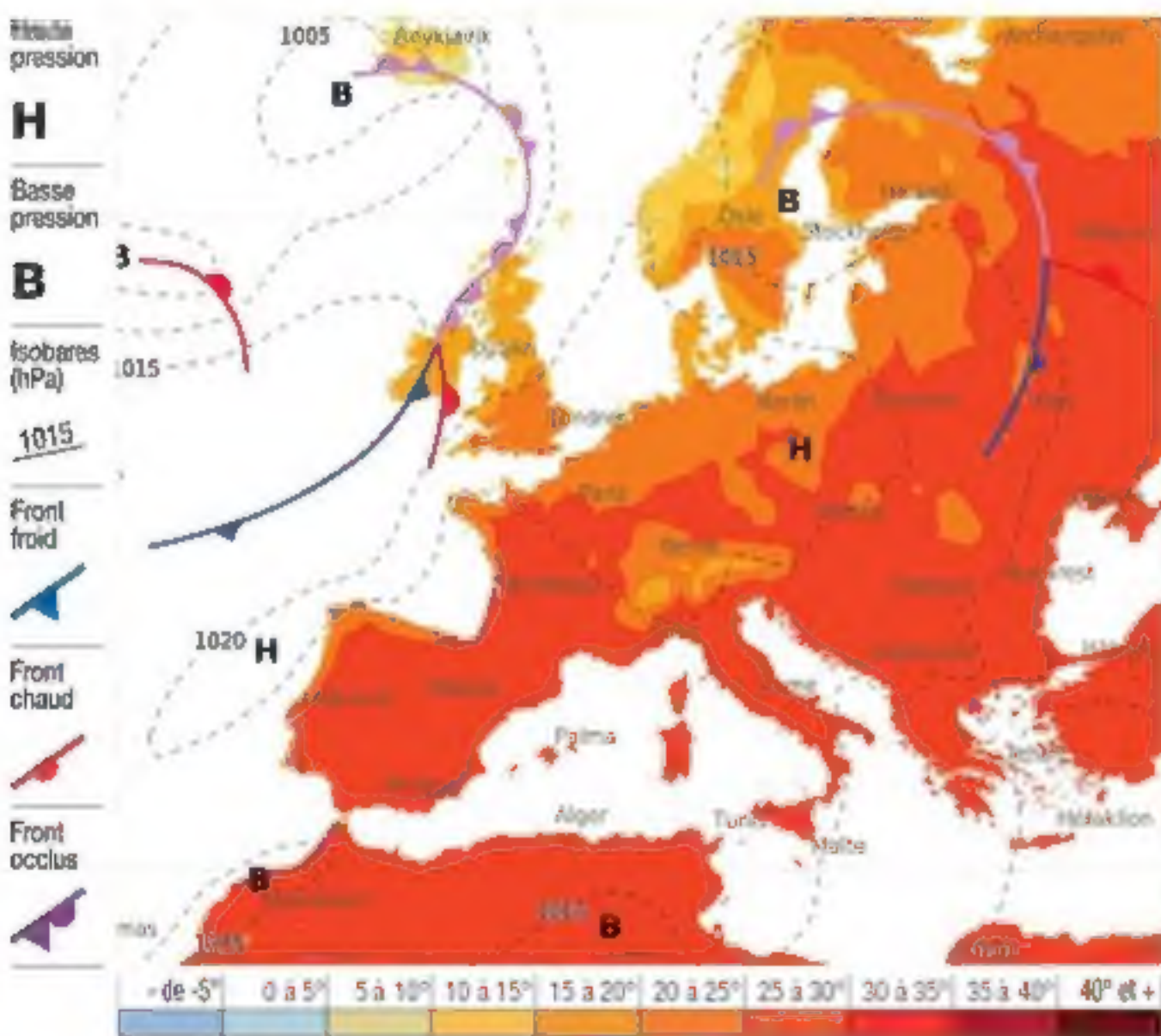


lever: 06h02  
coucher: 21h22  
2 minutes de soleil en moins



lever: 19h25  
coucher: 02h24  
lune croissante  
taux de remplissage: 89%

### Situation générale aujourd'hui à 13h



**ON POURRA PROFITER** ces prochains jours de conditions bien estivales avec un mercure qui flirtera avec les 31° durant ces prochains après-midi. Samedi, à l'approche d'un front froid, des averses et orages pourraient écla-

ter, de manière isolée, dès le milieu de l'après-midi. Ils se généraliseront dans la nuit de samedi à dimanche. Encore un peu de pluie dimanche, dans une ambiance plus fraîche, puis le soleil s'installera de nouveau pour plusieurs jours.

#### PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI
	100%	80%	50%	60%	60%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	15° 31°	16° 30°	16° 23°	14° 25°	14° 26°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	17° 32°	17° 32°	18° 24°	14° 27°	14° 27°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	15° 31°	16° 31°	17° 23°	15° 25°	14° 25°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	22° 31°	20° 31°	20° 26°	18° 29°	20° 29°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.

Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666

en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch



# FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG  
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 17.07.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

## BONHÖTE Berninvest

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur [bonhote.ch/produits](http://bonhote.ch/produits).

Fonds immobiliers				
Bonhôte Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	152.50	10.5	



Fonds en obligations				
Synchron (L) World Bonds (CHF) A	CHF 1/16	94.33	1.1	
Synchron (L) World Bonds (EUR) A	EUR 1/16	98.55	-0.2	
Synchron LPP Bonds B	CHF 1/16	105.35	1.5	
Synchron Swiss Government Bonds	CHF 6/36	94.02	1.5	

Fonds en actions				
Synchron (L) High Div US Stocks A	USD 1/16	150.80	7.7	
Synchron (L) High Div Euro P St. A	EUR 1/16	123.44	-6.5	
Synchron (L) Silk Road ZSA	USD 1/16	123.63	10.0	
Synchron (L) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/16	155.08	9.0	
Synchron (L) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/16	151.30	3.9	
Synchron (L) Swiss Sm&Mid Caps A	CHF 1/16	131.25	4.6	
Synchron (L) World Equity (EUR) A	EUR 1/16	221.17	10.1	
Synchron All Caps CH A	CHF 1/16	135.80	10.6	
Synchron Europe Equity A	EUR 4/21	100.22	8.1	
Synchron High Div Sw Stocks A	CHF 1/16	131.35	8.4	
Synchron High Div Econ Eq. A	USD 4/21	105.52	9.3	
Synchron Small & Mid Caps CH A	CHF 1/16	139.74	5.3	
Synchron Swiss Equity A	CHF 1/16	105.75	9.9	
Synchron Swiss Equity C	CHF 1/16	107.75	10.1	
Synchron Swiss Equity I	CHF 1/16	105.76	-	
Synchron US Equity A	USD 4/24	209.35	18.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Synchron (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11	145.44	8.3	
Synchron (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/11	146.71	5.4	
Synchron (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11	90.17	4.5	
Synchron (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11	133.44	11.7	
Synchron (CH) Question (CHF)	CHF 1/11	97.15	2.7	
Synchron (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11	155.06	16.8	
Synchron (L) Balanced (EUR) A	EUR 1/16	141.14	4.9	
Synchron (L) Dynamic (EUR) A	EUR 1/16	178.13	7.2	
Synchron LPP 25 B	CHF 1/11	124.90	5.4	
Synchron LPP 40 B	CHF 1/11	131.35	7.5	
Synchron LPP 40 ESG B	CHF 1/11	119.78	7.2	
Synchron LPP 80 B	CHF 1/11	133.36	9.9	



Autres fonds				
BBGI - Equit. Sw. Behavior Value	CHF 1/16	150.50	10.8	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/16	123.70	24.7	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/16	87.70	14.6	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/16	162.30	18.9	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/16	98.30	16.2	
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/16	131.30	17.0	
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/16	113.20	12.5	
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/16	194.80	8.1	
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/16	73.20	-13.1	



Fonds d'allocation d'actifs				
BCV Actif Balance (CHF) ESG	CHF 1/11	103.49	8.5	
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11	92.06	5.4	
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11	101.08	12.8	
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/11	91.33	2.3	
BCV Strategie Actions Monde ESG A	CHF 2/11	143.71	16.2	
BCV Strategie Dynamique ESG A	CHF 2/11	113.42	11.7	
BCV Strategie Equipondée ESG A	CHF 2/11	165.59	8.4	
BCV Strategie Equipondée ESG AmbA	CHF 2/11	100.17	-6.9	
BCV Strategie Obligation ESG A	CHF 2/11	85.15	1.3	
BCV Strategie Revenu ESG A	CHF 2/11	114.69	5.3	
BCV Strategie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11	105.30	-4.1	

Fonds immobiliers				
Good Buildings SREF	CHF 5/5	139.00	5.3	
Immo Helvetia	CHF 5/5	211.00	3.9	



Fonds en obligations				
BGF FFGb Ops D2 USD	USD 1/16	16.89	2.5	
BGF Gb Corp Bond D2 USD	USD 1/16	16.00	1.9	

Fonds en actions				
BGF Syst Gb Eq Ml D2 USD	USD 1/16	24.18	34.1	
Glo Invest Eq D Acc USD	USD 1/16	184.04	11.8	



Fonds en obligations				
BO Fd M-Bordier Alb Bal USD	USD 1/16	116.47	8.0	
BO Fd M-Bordier Eur Fix Inc EUR	EUR 1/16	104.59	2.0	
BO Fd M-Bordier Glo Fix Inc USD	USD 1/16	115.03	3.2	

Fonds en actions				
BO Fd M-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR 1/16	155.82	3.4	
BO Fd M-Bordier Eur Fix Inc EUR	EUR 1/16	145.56	3.8	
BO Fd M-Bordier Gbl EmVlt USD	USD 1/16	196.74	8.5	
BO Fd M-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR 1/16	125.52	11.4	
BO Fd M-Bordier US Sell Eq USD	USD 1/16	243.87	18.4	
BO Fd M-Bordier US Sell Eq USD	USD 1/16	235.90	17.8	



Fonds en actions				
Alround Quadinvest Fund ESG B	EUR 2/16	217.35	2.6	
Alround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/16	162.76	2.7	
Alround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/16	231.71	2.8	
Alround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/16	98.04	2.8	
Alround Quadinvest Growth B	USD 2/16	311.30	13.6	
Alround Quadinvest Growth C	USD 2/16	319.34	12.9	
Alround Quadinvest Growth D	USD 2/16	327.24	13.8	
Alround Quadinvest Growth Da	USD 2/16	274.60	13.8	
Alround Quadinvest Growth OE	USD 2/16	354.72	13.3	



Représentant pour le Suisse:  
UB Swiss Investment AG

Fonds en actions				
Classic Global Equity Fund	CHF 3/36	600.43	17.6	
Classic Value Equity Fund	CHF 3/36	184.38	15.0	



Fonds en actions				
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/16	125.07	15.1	
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/16	99.26	18.8	
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/16	135.48	11.9	



Fonds en actions				
Konwae Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/16	266.82	40.7	
Konwae Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/16	265.43	34.0	
Konwae Gold Equity Fd USD - B	USD 2/16	330.21	32.8	



Fonds d'allocation d'actifs				
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/11	1114.12	5.8	
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/11	1038.01	3.5	
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/11	1758.35	5.6	



Fonds en instruments du marché monétaire				
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 3/16	552.35	0.7	
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 3/16	1053.16	1.8	
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 3/16	1170.22	2.6	

Fonds en obligations				
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 3/16	116.20	1.5	
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD 3/16	115.70	4.3	
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 3/16	112.84	1.4	
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 3/16	129.05	1.6	
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 3/16	158.55	2.5	
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD 3/16	144.15	2.3	
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 3/16	139.48	4.9	
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 3/16	503.89	1.4	
CSF (Lux) Gl. Bal Convertible B	USD 3/16	81.04	6.9	
CSF (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 3/16	160.63	5.9	

Fonds en actions				
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 3/16	41.21	9.2	
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 3/16	445.67	7.0	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/16	14.71	2.4	
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/16	23.31	18.2	
CS (CH) Swissacc EF B	CHF 3/16	552.67	8.8	
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD 3/16	647.35	1.4	
CS (Lux) Europ Em Eq Fnd B EUR	EUR 3/16	4388.57	9.5	
CS (Lux) Gl. Qua Div EQ B	USD 3/16	26.22	11.0	
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 3/16	218.32	4.3	
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 3/16	2799.86	-4.7	
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD 3/16	48.54	6.9	
CS EF (CH) S&M Cap Switz Eq Fd B	CHF 3/16	1447.53	5.8	

Fonds d'allocation d'actifs				
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 3/16	116.35	6.2	
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 3/16	133.36	8.8	
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 3/16	101.01	2.9	
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/16	106.28	3.4	
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/16	110.98	8.0	
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/16	126.82	7.8	
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/16	125.82	11.2	
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 3/16	302.95	5.2	
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 3/16	124.30	7.5	
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 3/16	143.80	10.8	
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 3/16	109.37	4.6	

Fonds immobiliers				
CS Real Estate Fund Logistics Plus	CHF 3/16	100.50	6.2	
CS REF Green Property	CHF 3/16	123.00	1.6	
CS REF Hospitality	CHF 3/16	77.80	9.3	
CS REF Intewoas	CHF 3/16	179.00	9.8	
CS REF Living Plus	CHF 3/16	147.00	2.4	
CS REF Slot	CHF 3/16	225.00	6.1	

Investissements alternatifs				
CS (Lux) S&M Cap Alpha I/S B	EUR 3/16	160.76	-1.5	
CS Comm. Fd Plus (CH) USD Bal CHF	CHF 3/16	114.55	-0.5	

Autres fonds				
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 3/16	19.07	4.3	
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD 3/16	73.94	4.4	
CSF (Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 3/16	266.48	11.9	
UBS (Lux) Com Idx P/USD Fd B	USD 3/16	68.51	2.0	



Fonds immobiliers				
Cronos Immo Fund	CHF 5/5	114.00	-3.8	



Fonds en actions				
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/16	209.51	7.8	
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 6/16	86.64	8.1	
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/16	201.83	5.9	
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 6/16	226.66	9.2	
ENETIA Energy Infrastr. Fund B EUR	EUR 2/16	17003.52	0.3	
ENETIA Energy Transition Fund B EUR	EUR 2/16	140.12	-1.3	
White Fleet M-Eur Env In S EUR (arhel)	EUR 1/16	11319.91	1.6	
White Fleet M-Rk St B (USD)	USD 1/16	47.88	-1.2	
White Fleet M-Sec Yds S (USD)	USD 1/16	205.40	14.5	

Fonds d'allocation d'actifs				
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 6/16	126.12	7.6	

Autres fonds				
Physical Gold Bd	USD 1/16	133.51	18.1	

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers				
EPRE S Swiss A-CHF	CHF 6/6	153.00	12.1	



Fonds en actions				
Vontobel (CH) Ethos Swiss M&S A	CHF 6/16	480.34	5.8	



Fonds en obligations				
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 3/16	106.72	1.9	
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/16	105.04	2.2	
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/16	959.37	1.4	

Fonds en actions				
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 3/16	-438.87	11.0	

Fonds d'allocation d'actifs				
GENERALI Actiefonds	CHF 3/16	137.02	9.0	
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/16	93.87	14.8	
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/16	98.82	8.8	
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 3/16	111.52	5.9	
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/16	149.03	1.1	
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/16	93.15	1.4	
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/16	93.46	1.3	
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/16	94.50	1.3	
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/16	90.36	1.3	
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/16	94.44	1.1	
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/16	96.60	1.1	
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 3/16	100.95	1.8	
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 3/16	112.79	3.5	
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 3/16	124.61	4.9	
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 3/16	138.82	6.4	





# Economie & Finance

## +2%

**L'INFLATION BRITANNIQUE S'EST MAINTENUE À 2% SUR UN AN EN JUIN**, après avoir retrouvé le mois précédent pour la première fois depuis près de trois ans l'objectif de la Banque d'Angleterre, a annoncé hier l'Office national des statistiques. Le secteur de l'habillement et des chaussures a tiré les prix vers le bas.

**GEORGES ELHEDERY**

Directeur général de HSBC

L'actuel directeur financier du géant bancaire britannique a été choisi hier pour prendre les rênes de l'institution à partir du 2 septembre, en remplacement de Noel Quinn, en poste depuis 2019.



## -50%

**LA GASTRONOMIE TESSINOISE SOUFFRE.** Selon l'organisation faïtière GastroTicino, le chiffre d'affaires des six derniers mois s'est effondré de 20 à 50% dans la région de Bellinzona et les vallées. Les touristes sont quasi absents des restaurants du Mendrisiotto.

SMI	12 333,93	+0,60%	Dollar/franc	0,8845	↓
Euro Stoxx 50	4891,46	-1,14%	Euro/franc	0,9665	↓
FTSE 100	8187,46	+0,28%	Euro/dollar	1,0928	↑
			Livre st./franc	1,1502	↓
			Baril Brent/dollar	84,98	↑
			Once d'or/dollar	2459	↓

## Cette Silicon Valley acquise à Trump

**ÉLECTION AMÉRICAINE** Plusieurs personnalités de la tech ont fait le choix de l'ancien président et financent en masse des actions de campagne en faveur du candidat républicain. Celui-ci a su les séduire avec ses positions libertariennes

CAMILLE PAGELLA

X @CamillePagella

David Sacks à la base de PayPal, les jumeaux Winklevoss cofondateurs de Facebook ou encore... Elon Musk, qu'on ne présente plus. Dans une Silicon Valley traditionnellement acquise aux démocrates, le ralliement de quelques géants de la tech à Donald Trump a commencé. Et il se fait à coups de millions de dollars. Lundi soir, tremblement de terre: le *Wall Street Journal* révèle qu'Elon Musk prévoit de donner près de 45 millions de dollars par mois à un groupe de soutien à la campagne présidentielle de Donald Trump: l'America PAC. Ce Super PAC, fondé le 22 mai dernier à Austin au Texas selon les documents mis à disposition par la Commission fédérale électorale américaine et auquel participent d'autres personnalités de la Silicon Valley, avait déjà accumulé près de 8,75 millions de dollars au 30 juin.

Le fondateur de Tesla et propriétaire de X, a déclaré soutenir le candidat républicain dimanche, peu après sa tentative d'assassinat. Si son investissement en faveur de Donald Trump se révèle vrai, soit 180 millions de dollars d'ici à début novembre, cela serait le don le plus important jamais enregistré lors d'une campagne. «Mais l'impact de cette annonce ne se limite pas uniquement à la somme: elle va créer une dynamique et attirer de nombreux grands et petits donateurs», explique, depuis New York, Romuald Sciora, chercheur associé à l'IRIS et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des Etats-Unis.

### La «PayPal mafia»

Depuis ses positions décomplexées en faveur de Donald Trump, Elon Musk a fait sortir du bois des personnalités conservatrices de la Silicon Valley, désenchantées par les régulations du gouvernement démocrate, qui compte renforcer son contrôle notamment sur le secteur de l'intelligence artificielle et des cryptomonnaies. Le président Joe Biden a également annoncé en mai dernier vouloir relever l'impôt sur les sociétés et proposer un impôt minimum de 25% sur les milliardaires. De son côté, Donald Trump, devenu candidat des riches, a grandement assoupli ses positions concernant le secteur de la technologie et l'a séduit par les positions libertariennes sur lesquelles il a fondé sa campagne.

D'autant que le sénateur de l'Ohio J. D. Vance, que l'ex-président a choisi lundi comme colistier lors de la Convention républicaine, n'est pas tout à fait un étranger de la Silicon Valley. Entre 2016 et 2017, l'homme qui vivait alors à San Francisco était le directeur de cabinet de l'une des sociétés d'investissement de Peter Thiel. L'ancien CEO de PayPal, libertarien, avait soutenu Trump en 2016 et s'était imposé comme le fer de lance de la droite dans la tech. S'il avait promis de se tenir à l'écart de la politique après l'assaut contre le Capitole en 2021, Peter Thiel a pourtant largement contribué à la campagne



Elon Musk prévoit de faire don de près de 45 millions de dollars par mois pour la campagne présidentielle de Donald Trump. (CAP CANAVERAL, 30 MAI 2020/ALEX BRANDON/AP PHOTO)

bien qu'ils soient souvent codirigés par des proches des candidats, sont tout à fait libres de ton, ajoute le chercheur. Ils peuvent donc se permettre de propager des théories du complot ou des *fake news*. Le Super PAC a créé une loi du far west: aux Etats-Unis, c'est le plus riche qui gagne.»

**«Le Super PAC a créé une loi du Far West: aux Etats-Unis, c'est le plus riche qui gagne»**

ROMUALD SCIORA, CHERCHEUR ASSOCIE AU THINK THANK IRIS

Depuis le mois d'avril, les Super PAC favorables au candidat républicain ont levé près de 400 millions de dollars contre 270 millions en faveur de Joe Biden, selon une analyse du *Financial Times* publiée hier. Les sommes récoltées par les groupes pro-Trump égalaient presque celles collectées lors de l'ensemble de sa campagne à la présidence en 2016 et représentent environ le double des contributions à la même période de l'élection de 2020. Des financements qui lui permettront de passer devant ceux en faveur de l'actuel président.

Car, côté démocrate et depuis la performance calamiteuse de Joe Biden lors du débat de juin, les dons sont en perte de vitesse: des donateurs de Future Forward, l'un des Super PAC le soutenant, ont annoncé qu'ils retiendraient 90 millions de promesses s'il maintenait sa candidature. ■

sénatoriale de J. D. Vance en 2022 et est membre de ce que l'on appelle la «mafia PayPal»: un groupe considéré comme s'attelant à «droitiser» la Silicon Valley. En juin dernier, une collecte de fonds de campagne en faveur de Donald Trump organisée au domicile de David Sacks, également un ancien de PayPal, à

San Francisco aurait permis de lever des millions de dollars. Prix du dîner? 300 000 dollars par personne, révèle le *New York Times*.

Aux Etats-Unis, les financements des campagnes s'envoient et battent des records tous les quatre ans. Si les dons des citoyens allant directement au candidat ou au parti

sont limités, certaines structures peuvent contribuer à la campagne de manière indirecte et déplaçonnée: les Super PAC (Comité d'action politique), dont le fonctionnement a été entériné par la Cour suprême en 2010. Les conditions? Les millions collectés ne peuvent être reversés directement au can-

didat soutenu ou aux partis, et les montants sont publics même si les donateurs (des particuliers ou des sociétés) peuvent rester anonymes. «Ces sommes servent principalement à financer les campagnes de publicité politique à la télévision ou à la radio mais les Super PAC, considérés comme non officiels

## Une soudaine relation d'amour très opportuniste

**RÉSEAU SOCIAL** Donald Trump a réaffirmé son soutien au chinois TikTok, que veut bannir Joe Biden. Une façon de séduire les jeunes électeurs, de prendre à revers son rival et de mettre Facebook sous pression

ANOUCH SEYDTAGHIA

X @Anouch

Est-ce le fruit d'une longue réflexion, comme il le sous-entend? Ce n'est pas certain. Mais l'essentiel est ailleurs: Donald Trump martèle désormais son soutien total à TikTok, qu'il souhaite voir se développer aux Etats-Unis. Cette prise de position du désormais favori à l'élection présidentielle américaine aura des conséquences: sur les 2 milliards d'utilisateurs de TikTok au niveau mondial, bien sûr, mais aussi sur ses concurrents – à commencer par Facebook –, qui pourraient avoir face à eux des autorités moins accommodantes.

### Virage à 180 degrés

C'est dans une longue interview publiée ce mardi par Bloomberg que le candidat républicain précise sa pensée. Dans cet entretien, réalisé fin juin, Donald Trump affirme que «maintenant que j'y pense, je suis pour TikTok parce qu'il faut de la concurrence. Si vous n'avez pas TikTok, vous avez Facebook et Instagram, et vous

le savez, c'est Zuckerberg – qui venait tout le temps à la Maison-Blanche et était si gentil avec moi.»

Plus tôt, l'un des journalistes lui fait remarquer que lorsqu'il était à la Maison-Blanche, il estimait que TikTok devait être banni. Réponse de Donald Trump: «Eh bien, je n'ai pas dit qu'il devait être banni.» En parallèle, Bloomberg indique que si, en 2020, il avait dit: «En ce qui concerne TikTok, nous lui interdisions l'accès aux Etats-Unis.» Mais cette décision avait ensuite été annulée par la justice.

Donald Trump a donc clairement changé d'avis sur TikTok. Pour, aussi, l'utiliser comme moyen de séduire une partie des 170 millions d'Américains qui utilisent régulièrement ce réseau social. Le candidat y a publié une première vidéo le 1er juin dernier, posant avec Dana White – le directeur de l'UFC, la plus grosse ligue de MMA du monde, et l'un de ses soutiens.

Aujourd'hui, le candidat républicain compte 8,4 millions d'abonnés sur TikTok, loin, très loin des 429 000 abonnés du compte Biden-Harris, ouvert en février 2024. Si Donald Trump a changé d'avis sur le réseau social chinois, son adversaire démocrate pourrait, lui, être accusé de double jeu: il utilise TikTok pour sa campagne, alors qu'il a signé une loi pour que TikTok soit banni des

Etats-Unis, ou soit rapidement vendu. Le réseau social chinois a saisi la justice, qui doit se prononcer en septembre.

De son côté, Donald Trump semble en vouloir particulièrement à Mark Zuckerberg, directeur de Meta, maison mère de Facebook, Instagram, WhatsApp ou encore Threads. Il rappelle qu'il l'a privé d'accès à ses comptes Facebook et Instagram après l'assaut du Capitole en janvier 2021. «Tout d'un coup, je suis passé de numéro un [en termes d'abonnés, ndr] à personne», affirme Donald Trump. Depuis, ses deux comptes ont été réactivés en mars 2023 (sans qu'il les utilise) et vendredi dernier, Meta affirmait que le candidat ne serait plus soumis aux sanctions de suspension renforcées.

### «Un ennemi du peuple»

Donald Trump modère aujourd'hui clairement ses propos. En mars dernier, rappelons qu'il écrivait ceci sur Truth Social, sa propre plateforme: «Si vous vous débarrassez de TikTok, Facebook et Zuckerschmuck [allusion à Mark Zuckerberg, directeur de Meta, ndr] doubleront leur chiffre d'affaires. Je ne veux pas que Facebook, qui a triché lors des dernières élections, fasse mieux. C'est un véritable ennemi du peuple!»

Le candidat républicain affirme que les réseaux sociaux sont une menace, pour la santé des jeunes, notamment,

dans son entretien à Bloomberg. Mais il n'esquisse guère de solutions: «Je veux que nos entreprises soient des entreprises grandes et fortes. Et si vous vous en prenez à elles de manière très violente, vous pouvez les détruire. Je ne veux pas les détruire. Je veux qu'elles prospèrent. Mais je ne veux pas qu'elles influencent les élections. Je ne veux pas qu'elles détruisent des enfants alors que des enfants se suicident dans tout le pays, ce qui s'est produit.»

Son colistier, le sénateur J. D. Vance, a quant à lui des idées bien arrêtées sur les géants américains de la technologie. Il voit dans la régulation des géants du numérique un moyen d'assouplir le contrôle qu'une poignée d'entreprises de la région de la Baie exercent sur la manière dont les discours sont diffusés en ligne, expliquait récemment le site spécialisé The Verge. Il y a quelques jours, J. D. Vance avait écrit qu'il était «temps de briser Google», en réponse à un post sur X affirmant que Google News citait de plus en plus de sources de gauche au cours des dernières années.

Difficile, sur la base de ces déclarations, de dessiner clairement ce que ferait ou ne ferait pas le duo Trump-Vance concernant le secteur technologique. Mais ce seront a priori des actions bien différentes de celles entreprises sous l'ère Biden. ■

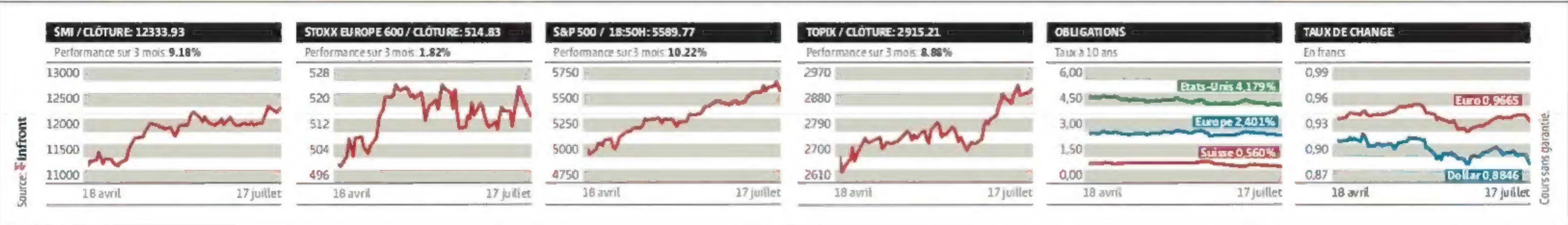
### MAIS ENCORE

**TikTok perd son recours contre les nouvelles règles de concurrence**

Une justice européenne a rejeté hier un recours de TikTok pour échapper au règlement sur les marchés numériques (DMA), une décision très attendue qui conforte la solidité des nouvelles dispositions de l'UE contre les pratiques anti-concurrentielles. (ATS)



10 Economie & Finance



Atos, gloire et déboires d'un mousquetaire de l'informatique

**DETTE** Pilier technologique des Jeux olympiques de Paris, le géant français a réussi à boucler son plan de restructuration financière. Un accord qui laisse espérer une issue positive après une interminable saga. Mais les perspectives restent très incertaines

Alexandre Beuchat  
@beuchat\_a

C'est l'histoire d'un ex-fleuron de la «french tech» qui vacille depuis des années. La firme, dont la dette avoisine les 5 milliards d'euros, a perdu 98% de sa valeur en bourse en cinq ans. Maintes fois au bord du précipice, le géant français des services numériques a bouclé lundi une étape critique de son sauvetage par les créanciers.

Après le retrait fin juin du consortium mené par le premier actionnaire d'Atos, Onepoint – un petit groupe technologique français – les créanciers et les banques se sont entendus pour reprendre et sauver eux-mêmes la société. L'accord comprend 1,68 milliard d'euros (1,61 milliard de francs) de nouveaux financements de la part des créanciers existants et une augmentation de capital de 233 millions d'euros. La dette devrait être réduite d'environ 3 milliards d'euros.

Les créanciers qui n'ont pas encore signé l'accord dit de «lock-up» ont jusqu'au 22 juillet pour le faire. Fréquent dans les sauvetages, il engage les signataires à soutenir le plan toute la durée de la procédure. L'accord constitue une étape majeure dans le long feuilleton visant à sauver la tentaculaire société informatique. Depuis février, l'entreprise fait l'objet d'un processus formel de restructuration avec ses créanciers et ses banques afin d'éviter la faillite.

Le plan de financement arrive à point nommé, à moins de dix jours

de l'ouverture des Jeux olympiques de Paris. Partenaire informatique du Comité international olympique (CIO) depuis 2002, Atos est l'un des piliers technologiques des JO, qui débutent le 26 juillet. L'entreprise est notamment chargée de la gestion des accréditations, de la diffusion instantanée des résultats ou encore de la cybersécurité.

De l'infogérance aux supercalculateurs

Fruit de la fusion en 1997 des sociétés Axime et Sligos, Atos a construit son succès grâce à ses prestations d'infogérance, activité qui consiste à gérer une partie ou l'ensemble du système informatique d'une entreprise. Le groupe a ensuite élargi dans les années 2010 son champ d'action à la cybersécurité et au développement de supercalculateurs, ordinateurs dotés d'une immense puissance de calcul. Mais Atos reste peu connu du grand public, car ses activités sont complexes.

Le groupe, qui compte quelque 94 000 employés dans 69 pays, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 10,7 milliards d'euros. Sa perte nette s'est elle aggravée à 3,4 milliards d'euros. Atos est également bien implanté en Suisse. Son siège helvétique est basé à Zurich, mais il dispose également de bureaux à Bâle, Berne, Nyon et Vevey.

Comment le groupe – dont la capitalisation boursière a chuté de plus de 11 milliards d'euros en 2017 à 130 millions aujourd'hui – a-t-il pu en arriver là? Déterminé à croire au pas de charge, l'un des trois mousquetaires de l'informatique en France avec Capgemini et Sopra Steria a multiplié les erreurs stratégiques. Atos représente avec le distributeur Casino et l'exploitant de maisons de retraite Orpea le plus gros crash économique français des cinq der-

nières années, souligne *Le Monde*, qui parle de «faillite collective».

Arthur Jurus, stratège à la banque privée Oddo BHF Suisse, identifie trois causes principales à cette débâcle. Premièrement, Atos s'est surendetté après des achats de la gestion des accréditations, de la diffusion instantanée des résultats ou encore de la cybersécurité. Le groupe s'est focalisé sur des acquisitions spectaculaires, comme le rachat de la division de services informatiques de l'industriel allemand Siemens, puis de l'américain Xerox. Il se retrouve aujourd'hui étranglé par le poids de son bilan.



Deuxièmement, Atos a commis une «erreur stratégique en investissant dans la gestion des serveurs des clients et non dans les serveurs directement comme les géants de la tech Microsoft, Amazon ou Google», explique l'expert. Pendant qu'il grandit dans la gestion des centres de données de ses clients, le groupe rate le virage vers l'informatique dématérialisée (*cloud computing*). L'arrivée du cloud chamboule le secteur: les données n'ont plus besoin d'être stockées dans un entrepôt local, mais peuvent l'être dans une entité délocalisée ailleurs dans le monde et accessible à distance. La firme tarde à s'engouffrer dans la brèche du cloud, à présent au centre de l'univers numérique.

Enfin, le groupe paie le prix de l'instabilité chronique à sa tête depuis le départ en 2019 de Thierry Breton. Six directeurs généraux se sont succédé entre novembre 2019 et janvier 2024. Actuel com-

missaire européen au marché intérieur, Thierry Breton avait pris les commandes d'Atos en 2008. Beaucoup reprochent aujourd'hui à l'ancien PDG de France Télécom et ex-ministre de l'Economie sous la présidence de Jacques Chirac sa «folie des grandeurs» dans sa stratégie d'acquisition massive. Aux mauvaises orientations et aux errements de gouvernance, s'est ajouté, selon *Le Monde*, «le manque de vigilance» du gouvernement français, resté longtemps passif face à une situation qui n'a cessé d'empirer.

Enjeu de souveraineté

L'avenir d'Atos revêt pourtant une forte dimension politique en raison de ses activités stratégiques dans le domaine de la défense. Mi-juin, l'Etat a fait une offre de 700 millions d'euros pour acheter les activités de l'entreprise jugées sensibles, dont les supercalculateurs utilisés pour la dissuasion nucléaire française, les contrats avec l'armée française et les produits de cybersécurité. Le but est d'éviter qu'elles ne tombent entre les mains d'acteurs étrangers.

Malgré la bouffée d'oxygène que représente le plan de sauvetage, Atos est encore loin d'être tiré d'affaire. Ce nouvel accord «ne nous semble pas pérenniser à long terme la structure financière du groupe», indique Arthur Jurus, sachant qu'il faudra une parfaite exécution afin de parvenir à redresser l'entreprise sur le plan opérationnel.

Les perspectives restent défavorables et incertaines, estime l'expert, d'autant plus qu'Atos prévoit de réviser son plan d'affaires 2024-2027 pour refléter les performances actuelles et les tendances du marché. «Ce qui va probablement inclure une augmentation des besoins de nouveaux financements et une réduction supplémentaire de la dette.» ■

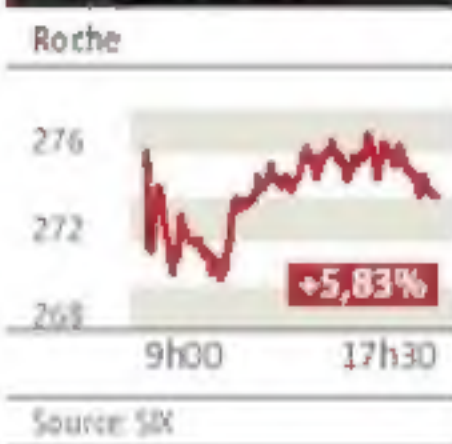
MAIS ENCORE

Il reste encore 1,2 million de billets à vendre pour les JO 2024. Il reste 1,2 million de billets encore disponibles à la vente pour assister aux épreuves des JO de Paris qui débutent dans neuf jours (26 juillet-11 août), des billets qui seront mis en vente aujourd'hui et ensuite quotidiennement à partir de lundi, ont expliqué les organisateurs hier. (AFP)

Roche s'envole de près de 6%

**BOURSE** Le marché suisse a entamé la séance de mercredi en baisse de 0,35% à 12217,70 points. Dans l'après-midi, Wall Street a ouvert en baisse, refroidi par les risques de nouvelles restrictions commerciales par l'administration américaine sur l'exportation dans le secteur des puces, de mauvais augure pour la tech. Relevant la tête en cours de séance, le SMI a clôturé en progression de 0,60% à 12333,93 points et le SPI de 0,44% à 16355,14 points. La belle performance de Roche (+5,83% à 274 francs) a soutenu l'indice. Le géant pharmaceutique a en effet revendiqué une efficacité significative de son traitement CT-966 contre l'obésité à l'occasion d'un pointage préliminaire sur un programme clinique précoce.

LE TITRE VEDETTE



Novartis a grignoté 0,16% à 99,06 francs à la veille de la publication de ses chiffres trimestriels. Pour sa part, Nestlé s'est apprécié de 1,08% à 93,62 francs. En

revanche, Logitech (-2,39% à 80,18 francs) a figuré parmi les nombreux perdants du jour. Daniel Borel, cofondateur du fabricant de périphériques informatiques, a présenté une requête au tribunal visant à interdire à Logitech de convoquer ses actionnaires à l'assemblée générale. M. Borel entend présenter un candidat alternatif à la présidence du conseil d'administration. Au SLI, Swatch a engrangé 2,41% à 174,50 francs, récupérant une partie des pertes enregistrées lundi après ses résultats semestriels. Sur le marché élargi, Accelleron s'est envolé de 9,24% à 42,58 francs. Le groupe a relevé ses objectifs pour l'exercice en cours, au sortir d'un premier semestre porteur en termes de recettes. Les prévisions du groupe comprennent un objectif de croissance du chiffre d'affaires hors effets de change compris entre 9 et 12%, contre 4 à 6% annoncé fin mai. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTES EDITORIALES WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

L'épineuse crise européenne de l'investissement

**FINANCEMENTS** Pour la transition énergétique ou la défense, les besoins sont importants dans l'Union européenne, qui entend notamment y répondre en créant un marché unique des capitaux. Cela s'annonce difficile et insuffisant, pointe l'ONG Finance Watch

Aline Bassin  
@bassineline

A quatre mois de l'échéance, Donald Trump est devenu le grand favori dans la course à la Maison-Blanche. Pendant son premier mandat, l'ancien président américain n'a eu de cesse de pourfendre la dépendance de l'Europe envers les Etats-Unis en matière de sécurité. La perspective de son élection et la situation géopolitique tendue sur le Vieux-Continent ne font que remettre en lumière les gigantesques besoins financiers de l'Union européenne.

Le constat vaut pour la défense mais aussi pour la transition énergétique ou d'autres secteurs identifiés comme stratégiques: les télécommunications ou les médicaments pour n'en citer que quelques-uns. Publiée mardi, une étude de l'organisation non gouvernementale Finance Watch, basée à Bruxelles,

a cherché à évaluer les montants en jeu et à dessiner des pistes pour relever un défi qui paraît, vu la configuration politique actuelle, insurmontable.

L'impossible marché des capitaux

Selon ses calculs, le seul changement climatique va exiger de l'Union européenne (UE) des investissements de 5 à 10% de son PIB ces prochaines décennies. Pour y faire face, le projet de marché unique des capitaux a récemment été ressuscité. Sollicités pour plancher sur la compétitivité de l'UE, l'ancien premier ministre italien Enrico Letta et Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, ont tous deux plaidé dans des rapports séparés pour une telle voie. Elle permettrait de fluidifier la circulation des capitaux au sein de l'Union.

Le problème, pointe le rapport de Finance Watch, c'est qu'il y a peu de chances qu'un tel projet se concrétise à l'heure actuelle. Pour fonctionner, il demanderait l'introduction d'un gardien boursier unique au niveau de la zone, des modalités de cotation homogènes, une refonte des chambres de compensation, voire une réduction du nombre de places boursières. Avec la configuration actuelle du Parlement européen et des



«Ne pas agir n'est pas une option car les conséquences économiques seront catastrophiques»

THIERRY PHILIPPONNAT, CHEF ECONOMISTE CHEZ FINANCE WATCH

politiques étatiques, il y a peu d'espoir d'y parvenir dans les années à venir.

Même si une telle union venait à voir le jour, le problème serait loin d'être réglé, avertissent les auteurs du rapport: «Un acteur financier va attendre un retour

sur investissement qui couvre le risque pris», précise Thierry Philipponnat, chef économiste chez Finance Watch. Or nous estimons qu'un tiers des besoins seulement pourra être couvert par des capitaux financiers à l'aune de ce critère. Un constat qui n'empêche pas l'expert d'appeler tout de même à la défragmentation des marchés des capitaux. Elle profiterait, elle, à la compétitivité économique du continent, en accélérant par exemple sa transformation numérique.

Comment financer les deux tiers restants? Il faudrait passer par des emprunts à l'échelon européen, revoir les règles budgétaires de la zone euro ou envisager un financement via la BCE, des pratiques taboues en Europe auxquelles la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre ont déjà recouru dans le passé. «Regardez les Américains, illustre Thierry Philipponnat, ils ont un marché des capitaux extrêmement efficace mais aussi l'Inflation Reduction Act [un programme de soutiens publics adopté en 2022, ndr], qui injecte 365 milliards de dollars dans des domaines jugés stratégiques comme la décarbonation de l'économie.»

«Aucune solution n'est politiquement réaliste à l'heure actuelle, poursuit avec lucidité Thierry Philipponnat. Mais les

dirigeants européens vont devoir regarder la réalité en face. Ne pas agir n'est pas une option car les conséquences économiques – je ne parle même pas des conséquences humaines – seront catastrophiques. D'un point de vue financier, si l'économie s'effondre, les recettes budgétaires vont faire de même, c'est mécanique.»

Evaluer la réalité de la crise

Selon un rapport récent de l'Agence européenne pour l'environnement, la seule montée du niveau des océans devrait coûter 1000 milliards d'euros par an à l'économie, soit 6% du PIB européen. Pour y remédier, il faut investir dans les infrastructures, construire notamment des digues. Des projets qui ne vont pas générer de retour sur investissement.

Avec son rapport, Finance Watch veut surtout inciter la Commission européenne à évaluer la réalité d'une crise de l'investissement qui cache son nom. Et de conclure: «Si une telle étude confirme ces craintes, elle pourrait créer les conditions d'un examen serein et pragmatique de l'architecture de financement de l'UE et des options qui s'offrent aux décideurs politiques pour la réformer – à court et à long terme.» ■



# CITÉ GESTION

P R I V A T E   B A N K

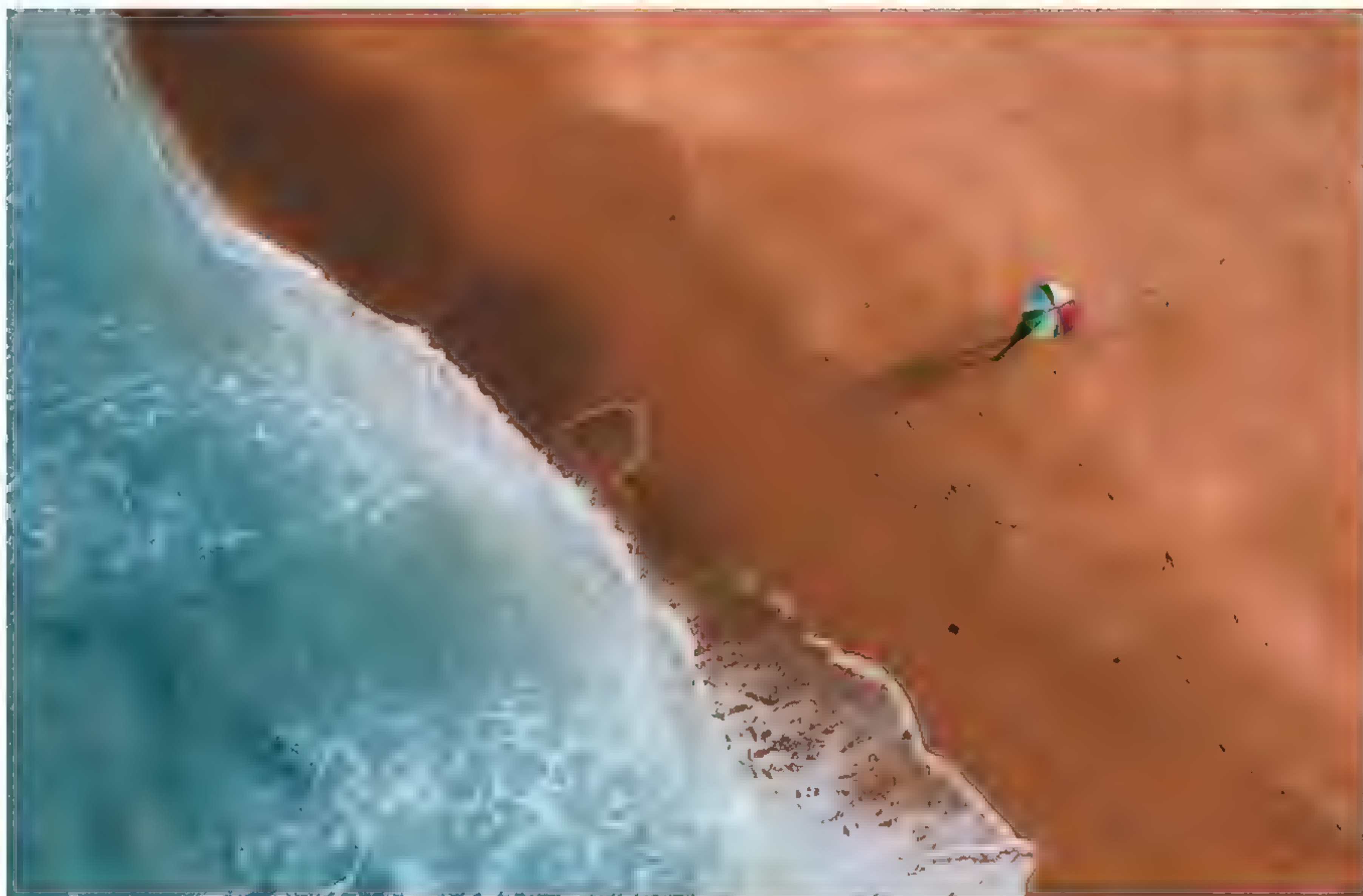


*Ensemble vers l'essentiel depuis 15 ans*







CONTENU PARTENAIRE **groupe mutuel**

Constituer une épargne représente une première étape en direction de l'indépendance financière. POKRIE

# Réforme LPP: la polémique et les vrais enjeux

La réforme de la prévoyance professionnelle LPP sera soumise au peuple le 22 septembre prochain et la campagne a démarré sur les chapeaux de roues. Parfois en mode polémique, entre promotion et désinformation. Mais rien de surprenant, l'objet est sensible et n'a trouvé aucun compromis depuis plus de dix ans

## Les femmes, une avancée ou un pas en arrière?

C'est un constat navrant, les femmes perçoivent des prestations de retraite inférieures à celles des hommes. Les trois causes sont identifiées depuis longtemps: leur salaire reste en moyenne inférieur à celui des hommes, la baisse du taux d'activité dès la maternité réduit la constitution du capital retraite, l'impact de la déduction de coordination LPP sur les salaires à temps partiel est violent. La réforme LPP n'a pas pour vocation de traiter les deux premières causes, mais elle entend agir sur la problématique de la déduction de coordination. Et elle le fait réellement, de manière simple et efficace. Desormais, la couverture du 2<sup>e</sup> pilier sera basée sur 80% du salaire, ce qui correspond à une déduction de coordination de 20% du salaire. Par exemple, pour les salaires se trouvant au-dessus du seuil d'entrée à la LPP (19 845 francs par an selon la réforme LPP), les projections des capitaux retraite sur une carrière complète vont doubler par rapport à la situation actuelle.

L'argument des détracteurs de la réforme prétendait que les femmes ne devraient pas financer cet accroissement de leur prévoyance: n'est pas défendable. Dans un système où la parité trouve une place centrale, salariés et employeurs participent dans la même proportion à l'amélioration de la prévoyance.

De même, affirmer que les prestations de retraite découlant de cette nouvelle approche restent limitées et n'en valent pas la peine témoigne d'un manque de respect envers les personnes concernées. Constituer une épargne, aussi petite soit-elle, représente une première étape, qui ne demande qu'à être consolidée, en direction de l'indépendance financière.

## Le véritable enjeu de la réforme LPP, c'est d'accepter ou non de franchir une étape

D'autre part, les modes de vie actuels ne consacrent pas uniquement la vision d'une mère au foyer, mais également celle d'un père qui réduit son taux d'activité pour participer à l'éducation des enfants. C'est donc le couple tout entier qui se verrait récompensé par cette approche modernisée de la déduction de coordination.

Enfin, les emplois multiples profitent également de cette nouvelle méthode de calcul. Avec les dispositions légales actuelles, un travailleur qui bénéficierait d'un salaire mensuel de 9000 francs reparti à parts égales entre trois employeurs obtien-

drat une rente mensuelle cumulée de l'ordre de 1000 francs, en raison de la déduction de coordination appliquée sur les trois emplois.

Il faut donc apprécier à sa juste valeur cette partie de la réforme LPP en faveur de la retraite des femmes, qui représente une véritable avancée pour elles, mais également pour les familles et les emplois non conventionnels.

## Les travailleurs les plus âgés, doublement préservés

Autre constat, l'échelle d'épargne croissante en quatre paliers pénalise les travailleurs âgés sur le marché du travail. Avec la proposition de la réforme LPP en deux paliers, 9% du salaire coordonné entre 25 et 44 ans et 14% à partir de 45 ans, les coûts directement liés aux dix dernières années d'activité sont réduits, par rapport aux 18% actuels. Il faut toutefois bien prendre en compte que le nouveau salaire assuré fixe à 80% du salaire AVS entraîne une augmentation de la base de calcul de la bonification d'épargne, préservant les projections d'épargne sur le long terme. Mais le défi de l'employabilité des travailleurs de plus de 55 ans est relevé.

De plus, des générations transitoires ont été définies et recevront des suppléments de rentes qui soutiendront le niveau des prestations. Sur ce point, la réforme est généreuse: ce sont quinze années d'âge qui bénéficieront de versements complémentaires.

de 200 francs par mois pour les cinq premières tranches d'âge puis de 150 francs et 100 francs pour les suivantes.

C'est un élément souvent contesté par les détracteurs de la réforme. Ce supplément de rentes vise à compenser la réduction du taux de conversion à 6%, mais se comporte comme un véritable renforcement des rentes, dépassant l'objectif d'une mesure de compensation, avec un coût élevé pour les institutions de prévoyance. C'est un compromis social qu'il faut admettre: une réforme devant forcément faire l'objet de quelques concessions.

Par contre, la réforme est urgente pour les générations proches de la retraite. Dans la pratique, la réforme est déjà faite, sous l'angle du taux de conversion. Les caisses de pension ont déjà abaissé leurs taux de conversion, avec la pratique de taux enveloppants. La méthode consiste à calculer la rente de retraite sur l'entier du capital avec un taux réduit, par exemple de 5%, tout en versant que cette rente reste supérieure à celle qui serait versée en appliquant 6,8% uniquement sur la part LPP. Les nouveaux retraités partent actuellement à la retraite avec des prestations déjà réduites, mais ceci sans mesures transitoires pour les accompagner.

## Et la caisse de pension?

La caisse de pension n'est qu'un intermédiaire entre les assurés actifs, les bénéficiaires de prestations et les employeurs.

Elle encaisse des cotisations, investit les capitaux et verse des prestations. Les caisses de pension d'entreprises et les fondations collectives ou communales ont en général un statut juridique de fondation. Elles n'ont pas donc de fortune propre ni d'actionnaires, les assurés étant les seuls propriétaires de la fortune au bilan. Les détracteurs de la réforme négligent trop souvent cette réalité.

Le véritable enjeu de la réforme LPP, c'est d'accepter ou non de franchir une étape. Refuser encore une fois de réformer la LPP ne fera que reporter les problèmes, laissant les oubliés de la prévoyance au bord de la route pour de nombreuses années. Une réforme est rarement parfaite et jamais définitive, mais elle est le signal de départ sur la voie de l'amélioration. — Marlène Rast

## CONTENU PARTENAIRE

Contenu produit et commercialisé pour un partenaire.

Réalisé indépendamment de la rédaction du «Temps». Voir notre charte des partenariats.





«J'ai voulu faire un film d'horreur émotionnel hors genre»

**CINÉMA** Et si les morts revenaient, sans rien faire ni dire? La cinéaste norvégienne Thea Hvistendahl, couronnée au NIFFE, adapte un roman de l'auteur de «Let the Right One In», qui avait chamboulé le récit vampirique. Elle raconte ses défis

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS DUFOUR  
X @nicoDufour

La mère victime d'un accident de voiture. L'enfant abattu par une maladie. L'âme intime enlevée par l'âge. Les revoilà. Ils reviennent, et si leur apparition devrait constituer une joie, elle finit, de fait, par embarrasser les proches. Tel est le postulat de *Handling the Undead*, premier long métrage de Thea Hvistendahl, actuellement en salles. La cinéaste de 35 ans adapte un roman du Suédois John Ajvide Lindqvist, le même qui avait donné *Let the Right One In*. Déclinée au cinéma en Suède et aux Etats-Unis, cette relecture du vampire reposait sur le même principe d'humanisation de la créature, une manière de l'aborder sans les artifices du fantastique. Thea Hvistendahl en tire un beau film sur le deuil qui n'est pas sans rappeler les débuts de la série française *Les Revenants*. Samedi dernier, le film a été doublement consacré au Festival international du film fantastique de Neuchâtel, par son grand prix et le prix des festivals européens.

**L'auteur du roman figure au générique, avez-vous travaillé avec lui? C'est une longue histoire.** Il avait déjà adapté son propre roman il y a plusieurs années, mais le film ne s'était pas fait. J'ai repris le scénario mais je voulais y apporter plusieurs changements, en particulier axer sur les trois histoires des protagonistes principaux. Nous avons discuté à plusieurs reprises au long de la nouvelle écriture, et il a donné son feu vert final, tout en me laissant une grande liberté.

**Pour un premier long métrage, c'est un défi, ce fantastique non conventionnel...** Je voulais faire un film d'horreur émotionnel et qui sorte de la veine classique. Je ne voulais pas jouer avec les codes du genre, je voulais un ton propre. Je n'avais donc aucun repère.

**Prendre un autre roman de John Ajvide Lindqvist, on peut se dire que c'était facile, vous profitez de l'énorme succès de «Let the Right One In».** Ou alors, que cela vous mettait une pression... Les deux! Oui, cela a facilité certaines choses étant donné la renommée des romans et des deux films. Je vous mentrais si je vous disais que cela ne nous a pas aidés pour la production du film et certaines décisions. En même temps, oui, c'était une grande pression, justement en raison du succès et de la réussite des deux précédents longs métrages. Au début, je le voyais comme une falaise à escalader...



«Nous désirons que nos proches reviennent, mais que se passerait-il si c'était vraiment le cas?»

**Avez-vous pris plusieurs libertés par rapport au roman? Oui.** Les deux amies âgées n'y figuraient pas. Surtout, le roman était bien plus large. Il raconte comment la société réagit au retour de ces gens. En adaptant, si vous commencez à ajouter ce genre de questions, elles en amènent d'autres, et vous risquez de les accumuler...

**Une question de budget, aussi? Pas vraiment.** Plutôt de choix de base: je préférerais rester sur l'exploration de la manière dont les gens vivent leur deuil. En plus, j'ai écrit pendant le covid, il y avait cet isolement collectif, les consignes des masques... Cela m'a inspirée, j'étais dans cette ambiance.

**Avez-vous revu le premier «Let the Right One In», ou le teniez-vous loin de vous? Pas revu, mais j'y pensais, bien sûr.** La manière dont il avait été écrit, dont il a été réalisé et notamment l'usage des plans fixes, et aussi la façon de raconter l'univers de personnages seuls, de décrire des solitudes.

**Le rythme du film étonne. Certains l'ont trouvé lent, mais c'est une fausse lenteur, vous avez des précipitations...** «Fausse lenteur», je trouve assez juste. Certains trouvent qu'il est trop lent, d'autres que tout va trop vite par rapport à l'histoire et à ses retours. Evidemment, si on attend un film d'épouvante, on ne va pas s'y retrouver. Mon souci était avant tout de suivre ces trois groupes de personnages, leurs liens, leurs évolutions.

**Est-ce un film sur le deuil? Oui,** sur le deuil et la façon dont il nous affecte, notre manière de le vivre, de le dépasser aussi. Sur les premières, je serais tentée de dire. Nous désirons intérieurement, secrètement, que les proches reviennent, mais que se passerait-il si c'était vraiment le cas? Ce qui était très intéressant, en plus, était l'idée qu'eux, de toute évidence, ne veulent pas revenir. ■

*Handling the Undead*, de Thea Hvistendahl (Norvège, Suède, 2024), avec Renate Reinsve, Anders Danielsen Lie, Björn Sundquist, Bente Børsum, 1h38

MAIS ENCORE

La série «Shogun» en tête de la course aux Emmy Awards

La série «Shogun» a dominé la dernière saison de la course aux Emmy Awards hier, avec 25 nominations. Elle a notamment remporté le prix de la meilleure série dramatique ainsi que les récompenses pour la meilleure actrice (Yūki Kato) et le meilleur scénario (Justin Green). La série, qui raconte l'histoire d'un mercenaire japonais en Chine au XVIIe siècle, a été créée par Justin Green et produite par Mark Johnson. Elle est diffusée sur Netflix.

Le jazz libre et féministe d'Irène Schweizer en deuil

**CARNET NOIR** Grande figure du free-jazz et de la musique improvisée, la pianiste allemande est décédée mardi à l'âge de 83 ans. Elle avait reçu en 2018 le Grand Prix suisse de musique

STEPHANE GOBBO  
X @stephgobbo



IRENE SCHWEIZER  
PIANISTE

Publiée en 2021 à l'occasion de son 80e anniversaire, la bien nommée *Celebration* restera le dernier enregistrement d'Irène Schweizer. Album live capté en Autriche deux ans auparavant, on y entend la pianiste allemande converser de manière libre et espiègle avec le batteur américain Hamid Drake, de 14 ans son cadet, lui aussi une grande figure du free-jazz. Son label Intakt Records, qu'elle avait cofondé il y a 40 ans, a annoncé son décès mardi dans une institution zurichoise à l'âge de 83 ans. Irène Schweizer était une figure hors norme de la scène musicale helvétique, ce qui lui avait valu en 2018 un mérité Grand Prix suisse de musique, qu'elle était venue recevoir à Lausanne dans le cadre du festival Label Suisse.

Née le 2 juin 1941, la jeune fille a commencé par jouer de l'accordeon, même si ses parents possédaient deux pianos, un dans leur appartement et le second dans le restaurant qu'ils tenaient à Schaffhouse. Un jour, elle découvre à la radio le jazz dominant, le dixieland. Cette musique virevoltante l'émerveille, ce sera ça ou rien. Elle se met au piano, frénétiquement, et tente de reproduire à l'oreille ce qu'elle entend. Décidant très jeune de devenir pianiste professionnelle, à une époque où les femmes ne faisaient pas carrière dans la musique, et encore moins dans le jazz, la voici qui va contre

les idées reçues, avant même la révolution sociale de Mai 68. Publiée en 1988 par Robert Lafont, le *Dictionnaire du jazz* la décrit ainsi: «Très attachée à l'improvisation libre, Irène Schweizer garde le sens de la forme qui s'élabore dans la progression du discours. Un toucher percussif, mais aussi un grand contrôle de la dynamique, l'étendue de ses modes de jeu et la qualité de son écoute en font l'une des personnalités importantes de la musique improvisée européenne.» Lorsque, en 2018, on lui lisait ceci, elle expliquait qu'à l'instar de beaucoup d'artistes suisses, elle n'a véritablement été reconnue sur ses terres – principalement à Zurich, Berne et Bâle – qu'après avoir obtenu une certaine notoriété à l'étranger.

Au Café Africana

C'est lors d'un séjour en Angleterre comme jeune fille au pair qu'Irène Schweizer découvre après le dixieland le plus libre be-bop. Elle se met alors à écouter Bill Evans, McCoy Tyner, Horace Silver, avec toujours ce désir de recréer leurs compositions. «Écouter puis tenter de retrouver les accords, c'est un travail de fou», avouait celle qui n'a jamais appris à lire la musique. A Zurich, où elle s'installera à son retour en Suisse, elle fréquente assidûment le Café Africana, où elle se lie avec

des musiciens sud-africains exilés – Dudu Pukwana, Louis Moholo, Makaya Ntshoko et Johnny Dyani. Elle forme ses premiers groupes, comme le quartet Modern Jazz Preachers. Dans sa tête, tout est clair: «La musique est plus importante que tout, je savais que je n'aurais jamais de famille.»

Avec Pierre Favre et Peter Kowald

Sa rencontre avec le batteur Pierre Favre et le contrebassiste Peter Kowald lui mettra ensuite définitivement le pied à l'étrier. Elle cite le trio d'Oscar Peterson comme étant le premier à lui faire comprendre que l'ossature piano-basse-batterie est à la base de tout, même si elle apprécie jouer en solo et en duo, comme elle l'a notamment fait avec Andrew Cyrille, Han Bennink ou Jürg Wickihalder. A partir de la fin des années 1960, elle se produit à Berlin, Paris, Londres, et multiplie les collaborations au gré de ses envies.

Aux côtés de la chanteuse écossaise Maggie Nicols et de la contrebassiste française Joelle Léandre, elle fonde au début des années 1990 Les Diaboliques, un trio qui repose entièrement sur la notion d'improvisation («on ne discute jamais avant un concert de ce qu'on va faire»), et qui revendiquera sa dimension féministe. Pour elle, la musique était surtout une affaire d'émotion. Or dans les écoles, on forme des virtuoses qui privilégient la technique à l'émotion, estimait-elle. On lui a souvent proposé d'enseigner, mais elle a toujours refusé. «Je suis incapable d'expliquer ce que je fais! Je peux jouer, mais je ne sais pas exactement ce que c'est...» nous disait-elle encore en 2018. ■

EN BREF

Alfonso Cuarón primé au Festival de Locarno

Naviguant entre des films à petit budget au Mexique et des superproductions à Hollywood, le cinéaste mexicain, cinq fois oscarisé, se voit décerner un prix pour l'ensemble de sa carrière par le Festival du film de Locarno. Le prix lui sera remis le dimanche 11 août. ATS

Le Fifiad sous le signe des loups et du recul des glaciers

Plus de 70 films seront à l'affiche du Festival international du film alpin des Diablerets (Fifiad), du 3 au 10 août prochain. Cette 55e édition sera marquée par un nombre important d'œuvres consacrées au loup ainsi qu'au recul des glaciers. ATS

PUBLICITÉ

CRANS-MONTANA

En Été !

**Master Classes & Concerts**

Quatuor de Jérusalem

Quatuors participants:

Goldberg, IT – Monbijou, SE

Motus, AT – Neuma, PL

22 - 28 juillet

**Music on the Golf Course**

Golf Club Crans-sur-Sierre

02.08 \_\_\_\_\_ Shéhérazade

04.08 \_\_\_\_\_ Janoska Ensemble

**A suivre en été**

09.08 \_\_\_\_\_ Chansons & mélodies

23.08 \_\_\_\_\_ MozART Group

Réservations: Crans-Montana Tourisme ou [cmclassics.ch](https://cmclassics.ch)

Le Nouvelliste



# Héctor Baley, pionnier noir, sans héritier

**FOOTBALL** La résurgence des propos racistes venus d'Argentine à propos des joueurs de l'équipe de France renvoie au cas du troisième gardien des champions du monde 1978, l'un des rares afrodescendants à avoir joué pour l'Albiceleste

FLORENT TORCHUT  
X @FlorentTorchut

Les célébrations de la victoire de l'Argentine dans la Copa América, lundi à Miami contre la Colombie (1-0), ont été ternies par des chants racistes et homophobes entonnés, non pas par des supporters argentins comme en 2022 après le titre mondial obtenu contre la France, mais cette fois par des joueurs, dont le milieu de terrain Enzo Fernandez, en direct sur Instagram. Du «racisme décomplexé», a déploré le Marseillais Wesley Fofana, l'un des six coéquipiers français de Fernandez à Chelsea.

Philippe Diallo, président de la Fédération française de football, a annoncé mardi avoir saisi la FIFA, qui a confirmé mercredi l'ouverture d'une enquête. La FFF veut parallèlement déposer plainte en justice. Mercredi, Enzo Fernandez a publié un message d'excuses sur son compte Instagram, expliquant s'être «laissé emporter par l'euphorie» de la victoire et laissé aller à «des mots qui ne reflètent ni [ses] convictions ni [son] caractère». Ils correspondent pourtant assez bien à un sentiment répandu en Argentine selon lequel les sélections européennes se renforcent avec des «Africains» quand la leur n'est composée que de «vrais Argentins».

C'est oublier toute l'histoire de l'immigration argentine, c'est-à-dire l'histoire de l'Argentine, et notamment l'immigration africaine. Selon une étude publiée par le Ministère de l'intérieur argentin en novembre 2021, environ 2 millions de personnes auraient des origines afri-

caines dans le pays. Cette immigration inférieure à celle du voisin brésilien et le métissage progressif avec les migrants européens ont eu tendance à les invisibiliser. On a longtemps écrit qu'une grande partie d'entre eux avaient été massacrés lors de la guerre de la Triple-Alliance (1864-1870) ou durant la Campagne du désert (entre 1878 et 1885), mais cette théorie a depuis été écartée par les historiens.

## Surnommé «Chocolate»

Toutefois, d'après le recensement national de 2010, un peu moins de 150 000 personnes se déclaraient afrodescendantes en Argentine. L'un d'eux est Héctor Baley, que *Le Temps* avait rencontré en janvier 2023 pour parler des chants racistes. Héctor Baley est surtout connu en Argentine pour avoir été le troisième gardien de la Selección championne du monde en 1978 et... le premier à arrêter un pénalty de Diego Maradona en 1977. Il est le dernier joueur noir à avoir joué en équipe d'Argentine, et peut-être le seul. Il n'en fait pas grand cas. «L'histoire du Brésil, de la Colombie ou de l'Équateur fait qu'il y a des joueurs noirs dans leurs sélections. En Argentine, c'est différent, l'immigration fut surtout européenne, il y a peu de descendants africains», nous expliquait-il d'un ton calme.

Evidemment, il avait entendu les réflexions racistes de certains de ses compatriotes à propos de l'équipe de France, qu'il condamnait fermement. «Ces garçons sont Français comme moi je suis Argentin, ils sont nés et ont été



Le gardien de but Héctor Baley est le premier portier à avoir arrêté un pénalty de Diego Maradona en 1977. (BUENOS AIRES, 24 MARS 1982 WERER, IMAGO)

éduqués en France, martelait le septuagénaire. C'est comme si on disait aux joueurs brésiliens noirs qu'ils sont Africains, ça n'a pas de sens, ça ne me plaît pas du tout d'entendre ça.»

La société argentine surnomme beaucoup, souvent de façon caricaturale et généralement d'après l'apparence ou les origines. Il y a *aflaco*, «maigre»; *gorda*, «gros»; ou encore *pelado*, «chauve». La grande chanteuse Mercedes Sosa, aux origines andines, était *la negra*. Héctor Baley, lui, est connu partout comme *Chocolate*, sobriquet trouvé par un ancien coéquipier d'Estudiantes de La Plata. Il ne s'en est jamais offensé. «Tout le monde m'appelle comme ça depuis cette époque et ça ne me pose aucun problème», jure-t-il.

Ce fils d'un ancien employé du *ferrocarril* (chemins de fer) est né en 1950 à Ingeniero White, une cité portuaire de la province de Buenos Aires qui porte le nom d'un des bâtisseurs de la nation, une autre tradition argentine. «D'après ce que je sais, mes ancêtres venaient de la région du Sénégal et seraient arrivés au Brésil à l'époque de l'esclavage [où il a

été aboli en 1888], puis seraient descendus jusqu'en Argentine», raconte celui qui compte 13 sélections et fut le remplaçant d'Ubaldo Fillol lors des Coupes du monde 1978 et 1982.

## «Bien sûr qu'il y avait de la discrimination»

A Ingeniero White, où «80% des gens sont des descendants d'Italiens», Héctor Baley s'est d'abord passionné pour le basketball, sport phare de la ville voisine de Bahía Blanca, berceau de la future star de la NBA Emanuel Ginobili. «Et quand je faisais du football, j'aimais plutôt jouer attaquant. Mais mon père voulait que je joue dans les buts, car il trouvait que j'avais du talent à ce poste. Alors je jouais une mi-temps devant et une autre en tant que gardien. Puis, j'ai fini par m'installer à ce poste.»

Alors qu'il n'est pas encore majeur, Estudiantes de La Plata le recrute en 1968. Dirige par Osvaldo Zubeldia, le club domine alors l'Amérique du Sud et bientôt le monde, décrochant cette même année la Coupe intercontinentale face au Manchester United de Bobby Char-

lton et George Best. Troisième gardien, Héctor Baley n'est pas du voyage et ne disputera que trois matchs sous le maillot des Leones avant de rejoindre Colon de Santa Fe en 1972.

Enfin titulaire, il tape dans l'œil de César Luis Menotti, le sélectionneur argentin, qui l'appelle pour la première fois en 1976 alors qu'Ubaldo Fillol, titulaire inamovible, est parti jouer une rencontre de Copa Libertadores en Uruguay avec River Plate, et que l'Argentine prépare «sa» Coupe du monde à domicile. «Mais ensuite, *el Pato* («le Canard», surnom de Fillol) est revenu et comme il ne se blessait jamais, j'ai très peu joué», lâche l'ex-portier avec un sourire en coin.

Héctor Baley assure que sa couleur de peau n'a pas affecté sa carrière. «Bien sûr qu'il y avait de la discrimination à mon époque, mais à titre personnel, je n'en ai pas souffert car j'étais un joueur de football, un personnage public, affirme-t-il. J'ai joué quelques derbys chauds, avec Independiente face au Racing ou avec Huracán contre San Lorenzo, mais je n'ai jamais eu le moindre souci avec les supporters adverses.» ■

PUBLICITE

Investissez aux côtés de la Maison princière de Liechtenstein

Inspirés par l'avenir depuis des générations.

En nous confiant votre fortune, vous avez la garantie d'un alignement concret des intérêts: nous investissons vos actifs selon des stratégies élaborées pour préserver et développer la fortune de notre propriétaire, la Maison princière de Liechtenstein. [lgt.com/ch](https://lgt.com/ch)



Private  
Banking



# Comment je suis devenu juif en dix leçons (avant de virer parano)

UN INÉDIT DE METIN ARDITI [4/10]

RECIT

En forme  
de feuilleton

Etre juif, cela se découvre, puis cela s'apprend. Dans ce texte inédit confié au *Temps*, Metin Arditi de route la pelote de ses souvenirs et de ses expériences, d'Ankara (qui l'a vu naître) à Genève (où il réside au jourd'hui), en passant par Jérusalem et Ramallah, pour tisser le récit tantôt grave, tantôt drôle d'une quête, d'un chemin en lacets menant à la construction d'une identité.



METIN ARDITI

Ce fut la chance de ma vie. Elle mit en son enseignement une telle foi que j'y adhérerai sans réserve. L'important, me disait-elle, consiste à se saisir de sa responsabilité. A agir en pensant à autrui. A se comporter en homme. En dépit de toutes les moqueries qui me venaient à l'esprit en l'écoutant, sa conviction de protestante pratiquante fut contagieuse. Deux autres événements vinrent renforcer la portée de ces échanges. Plusieurs professeurs de l'école m'entourèrent de leurs conseils et de leurs commentaires affectueux. Ce que tu vas vivre est important, me disaient-ils, sois à la hauteur de l'occasion. L'un d'eux me suggéra même d'offrir, sur mes économies (je touchais 50 centimes d'argent de poche par semaine), un cadeau à mes parents, pour leur exprimer ma reconnaissance, et j'achetai un minuscule vase en étain. Toutes ces marques d'affection eurent pour effet de m'en convaincre: l'étape que je franchissais était très importante, sur le plan civil, dans l'esprit des Anciens. Surtout, Mademoiselle Meyer, qui avait charge de préparer mon discours, y inséra le formidable poème de Kipling. Si, qu'aujourd'hui encore je ne peux pas relire sans que les larmes me montent aux yeux. Le voici, dans la traduction d'André Maurois, celle choisie par Mademoiselle Meyer.

*Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie  
Et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir  
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties  
Sans un geste et sans un soupir;*

*Si tu peux être amant sans être fou d'amour,  
Si tu peux être fort sans cesser d'être tendre,  
Et, te sentant haï, sans haïr à ton tour,  
Pourtant lutter et te défendre;*

*Si tu peux supporter d'entendre tes paroles  
Travesties par des gueux pour exciter des sots,  
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles  
Sans mentir toi-même d'un mot;*

*Si tu peux rester digne en étant populaire,  
Si tu peux rester peuple en conseillant les rois,  
Et si tu peux aimer tous les amis en frère  
Sans qu'aucun d'eux soit tout pour toi;*

*Si tu sais méditer, observer et connaître  
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur,  
Rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître,  
Penser sans n'être qu'un penseur;*

*Si tu peux être dur sans jamais être en rage,  
Si tu peux être brave et jamais imprudent,  
Si tu sais être bon, si tu sais être sage,  
Sans être moral ni pédant;*

*Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite  
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,  
Si tu peux conserver ton courage et ta tête  
Quand tous les autres les perdront,*

*Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire  
Seront à tout jamais tes esclaves soumis,  
Et, ce qui vaut mieux que les Rois et la Gloire  
Tu seras un homme, mon fils*

A la lecture des deux premiers vers, déjà, j'étais sous le choc. C'était donc cela que l'on attendait de moi: voir un jour détruit l'ouvrage de ma vie et sans dire un seul mot, me mettre à rebâtir... Bien plus tard, alors que je rédigeais *Nietzsche ou l'insaisissable consolation*, je devais constater avec joie combien ce poème était nietzscheen.

Ainsi, durant ces semaines de préparation intense, la religion avait laissé la place à autre chose, dont je n'avais pas vraiment conscience: le propos final de la religion, ou de la bar-mitsvah, ou tout simplement d'une vie, était d'être un homme à l'égard des autres hommes. Rien de plus, rien de moins.

Une fois encore, le rappel à ma judéité n'allait avoir qu'un effet intermittent. Dans les jours qui suivirent ma bar-mitsvah, la dimension religieuse se dissipa. Restait, reste encore, le poème de Kipling, affiché dans mon bureau.

Bizarrement, mes onze années d'internat m'auront aidé à comprendre la judéité par le biais d'un phénomène totalement détaché du religieux.

Je voyais très peu mes parents. Mon père passait me voir deux ou trois fois durant l'année scolaire, à l'occasion de ses voyages en Europe. Le scénario était quasiment le même chaque fois: il me cherchait à l'école le samedi à l'heure du déjeuner et me ramenait le dimanche en fin d'après-midi.

Pendant les périodes de vacances, l'école se vidait presque complètement. N'y restait plus qu'un petit cercle, celui des «internes profonds», dont les parents habitaient si loin que l'éventualité de se retrouver chez soi durant les vacances de Noël ou de Pâques n'était pas même envisagée. Les Européens proches, Français, Italiens, Allemands, rentraient chez eux pour la Toussaint. Les internes suisses rentraient même le week-end.

J'appartenais de plein droit au petit cercle, et même au cœur du petit cercle des «internes profonds»: je restais à l'école durant les vacances de la Toussaint, de Noël et de Pâques, ainsi qu'un des deux mois d'été où je me retrouvais presque toujours seul interne d'hiver au milieu des internes d'été: l'école renouvelait alors son cheptel de fond en comble, et accueillait sur deux périodes d'un mois chacun des élèves venus apprendre le français. Comme j'étais dispensé de présence en classe, je consacrais, été après été, les matinales aux deux passe-temps délicieux que sont la pêche à la perchette du lac et la lecture. Il arrivait aussi que je passe le premier mois de vacances dans un autre internat suisse, à la montagne ou en Suisse allemande, pour la langue.

Mais pour ce qui était du mois d'août, la règle était respectée. Année après année, ma mère et moi le passions à l'hôtel, souvent en Italie, en Suisse ou en France, au Mont-Dore, où nous allions soigner notre asthme (durant ces onze années, je ne suis rentré en Turquie qu'une seule fois, pour huit jours).

Les grands hôtels étaient alors bien plus simples et raisonnables qu'ils ne le sont devenus. Leurs installations n'avaient pas le caractère excessif qu'elles ont de nos jours. L'air conditionné n'existait pas. Les salles de bains étaient rares et som-

mairement aménagées, les repas, copieux mais sans fioritures, pris à l'hôtel en pension complète. Surtout, les salons n'avaient pas encore été sacrifiés à la location comme *conference rooms*. Chacun s'y installait, qui avec un livre, qui avec un tricot. La vie d'hôtel avait un caractère «pension de famille». Année après année, nous retrouvions quelques hôtes des années précédentes, des amitiés se nouaient.

Ainsi, à la longue solitude des mois d'automne, d'hiver et de printemps, à celle, double, de juillet, succédait le beau mois d'août, celui de la tendresse retrouvée. Au cœur de l'exil du pensionnat venait s'en loger un autre, sorte «d'exil poupée russe», plus doux: celui de la vie d'hôtel avec ma mère. Le paradis sur terre.

J'ai gardé un goût immodéré pour ces lieux magiques où l'on nous recevait avec tant de gentillesse, et où, surtout, je me savais aimé. Paradoxe par excellence, l'exil peut donc être la plus cruelle ou la plus belle des expériences.

**Au cœur de l'exil  
du pensionnat renaît s'en  
loger un autre, sorte  
«d'exil poupée russe», plus  
doux: celui de la vie d'hôtel  
avec ma mère. Le paradis  
sur terre**

Aujourd'hui, je m'interroge, bien sûr: l'exil, incarnation du destin juif, ne doit-il pas être reçu comme un devoir sacré? Le peuple juif n'a-t-il pas été choisi pour cette mission, précisément, qui consiste à rappeler au monde la détresse de l'étranger chassé de chez lui? A le rendre ainsi plus accueillant. Raisonnablement d'un pourri-gâté, me dira-t-on, qui a passé son enfance tiraillé entre internat pour gosses de riches et grands hôtels, pauvre chaton.

J'en suis conscient. Et pourtant... Un mot de Hugues de Saint-Victor, moine saxon du XIIe siècle, me vient en mémoire, qui dit en substance ceci: «L'homme qui, dans son pays, se sent chez lui est un naïf. Celui qui, dans son pays et partout ailleurs, se sent chez lui, celui-là est fort. Mais l'homme qui, dans son pays et partout ailleurs, se sent étranger, cet homme est parfait.»

Et si c'était un moine qui avait écrit la brûlante feuille de route du peuple juif, le chargeant d'incarner le destin de chaque homme, de la même manière qu'un autre Juif a pris sur lui d'en porter tous les pechés? Je me dis que tout ça était bien glorieux, une extraordinaire matière première pour films à grand spectacle, avec un beau mâle hollywoodien dans le rôle de Moïse. Mais Dieu que c'était cher payé!

Ces réflexions ne me sont venues que plus tard. A cette époque, les exils d'été ne contribuèrent en rien à me rappeler que j'étais juif. Au contraire, je les vivais comme le summum du bonheur «là et maintenant», détaché de toute considération religieuse. Une leçon de judéité hors de tout judaïsme, en quelque sorte. ■



Retrouvez sur notre site web  
tous les épisodes du récit.

**L'important, me disait  
Mademoiselle Meyer,  
consiste à se saisir de  
sa responsabilité.  
A agir en pensant à autrui.  
A se comporter en homme**

Mademoiselle Meyer semblait sortie d'un livre de Dickens (des années plus tard, en regardant une émission où paraissait Françoise Dolto, j'allais m'écrier: c'est Mademoiselle Meyer!). La cinquantaine, petite taille, très ronde («bientôt aussi large que haute», disait-elle), Mademoiselle Meyer pensait que lors des cours de danse organisés par l'école en partenariat avec un pensionnat de jeunes filles, il fallait éviter de danser joué contre joué, car c'était «malsain». Dire que nous nous moquions d'elle serait un euphémisme. Mais ce n'était jamais de face, elle savait se faire respecter. (Retrospectivement, je me dis: quelle formidable pédagogue! Je lui dois beaucoup). Ce fut elle que la direction de l'école chargea de la composante «morale» d'une bien peu traditionnelle bar-mitsvah.

PUBLICITÉ

**HEIDI.NEWS**  
IL EST TEMPS DE RACONTER LE MONDE

**Plonge dans l'info  
comme dans une série!**

**Prix libre  
pour les moins  
de 26 ans**

**Abonne-toi  
au média Heidi.news**

À la Une

Dans le format de Salzbourg, même la drogue

Le record de l'AFU aux européennes: connaître les fautes de la reconstruction allemande



## 18 ÉCO-DÉPENDANCE

Notre série sur la dépendance de territoires envers de grandes entreprises fait halte à Neuchâtel. Ici, la présence du colosse du tabac Philip Morris irrite, indiffère ou réjouit.

## 20 PARC À THÈME

Les parcs d'attractions, très peu pour vous? Et si vous tentiez le Futuroscope, près de Poitiers, où on s'amuse et on s'instruit?

## LES MOTS DE GENÈVE (2/5)

## La Genferei

Difficile de situer l'apparition de la Genferei, cette idée autant dévoyée dans les usages qu'enracinée dans la psyché collective. Traduction littérale: la Genevoiserie. Le Dictionnaire du moyen français, parlé à la fin du Moyen Âge, note qu'il n'existe aucune entrée correspondante. Toutefois, son lemmatiseur propose comme «alternatives» le verbe enfiérir, qui renvoie à l'ardeur guerrière ou à l'orgueil, ou enfermer. Le logiciel est habile, car le concept englobe de fait les deux possibilités, au demeurant cumulables.

L'origine de son emploi remonte au XIX<sup>e</sup> siècle. Wikipédia se fonde sur un blog de la radio romande pour le ramener à James Fazy, âme radicale de la Genève moderne. «Brillant comme un incendie», résumait la Tribune de Genève, il n'a pas su s'arrêter à temps, et a dû fuir en France lors d'émeutes en 1864. Vue de Berne, la situation politique paraît si inextricable qu'on peine à en situer l'origine. La Genferei est née.

En 172 ans d'existence, le Journal de Genève ne s'en sert qu'une fois. En 1990, Robert Patry accède à la présidence du Tribunal fédéral et déplore que certains juges fédéraux désignent ainsi certaines lois adoptées dans le canton. De l'extérieur, la Genferei est péjorative.

Intra-muros, c'est littéralement une distinction comportant, dans l'idéal, une «touche artistique», selon la définition qu'en donne le comité «occulte» constitué en 2011 par des journalistes locaux afin de consacrer la performance de l'année. La diversité des situations s'est avérée telle qu'il a fallu s'accorder sur des variantes. Cela peut être un projet ou un acte pouvant être «accepté par tous, mais si mal ficelé qu'il se démonte de lui-même en coûtant très cher», «bloqué par un conflit stérile entre autorités» ou ne jamais se faire mais revenir «sans cesse sur le tapis». Las, une «Genferei ultime» décernée en 2019 a conduit le comité à se dissoudre. Ce qui ne limite en rien leur production. ■

Marc Guéniat



# Les rouages helvétiques du transport de marchandises

## EN CAMION SIMONE (4/5)

La Suisse profite de ses réseaux routier et ferroviaire densément tissés. Un atout qui nécessite toutefois une organisation minutieuse pour fonctionner et une adaptation constante aux changements d'habitudes de consommation

TEXTE ET PHOTOS: VINCENT NICOLET X @VinNicolet

Viviane pousse un profond soupir. Cela fait bientôt quarante minutes que nous sommes à quai – au quai numéro 80 pour être précis – au pied du centre logistique dantesque de Planzer, dans la banlieue bâloise de Pratteln. Dans la semi-remorque qui attend patiemment derrière nous: 16 tonnes de médicaments fabriqués dans un laboratoire lyonnais et destinés à l'exportation. «C'est un peu comme à l'armée, on apprend vite à s'occuper ou à dormir quand on peut», lâche la trentenaire aux cheveux courts, assise sur sa place conductrice, avant de replonger dans son téléphone. Sur son écran défile de la littérature de science-fiction. Aujourd'hui, la série *Alpha & Omega*, de l'auteure américaine Patricia Briggs.

“ ON VOIT DE BEAUX PAYSAGES. J'AI DÉCOUVERT DES ENDROITS OÙ JE SUIS REVENUE EN VACANCES ”

VIVIANE, CONDUCTRICE DE CAMION

On ne connaît pas la destination finale de notre cargaison ni son prochain moyen de locomotion. Entre l'autoroute, le canal du Rhin, l'aéroport international de Bâle-Mulhouse et les wagons-cargos parqués sous cet immense nœud logistique, les options à disposition sont nombreuses. La part du trafic routier destiné à l'exportation est toutefois largement minoritaire en Suisse. En 2022, il ne concernait que 10% des transports de marchandises, contre 16% pour l'importation. Les livraisons au sein des frontières helvétiques représentent de loin le principal segment de la branche, totalisant 66% des mouvements. Reste 8% des poids lourds fréquentant notre asphalte qui, eux, ne font que traverser le pays. La température extérieure dépasse allègrement les 30 °C. Moteur éteint, l'effet de la climatisation s'amenuise en cabine. Viviane est en «temps de repos», et contrairement à l'usage qui veut que les chauffeurs chargent et déchargent eux-mêmes leurs camions, ce sont d'autres employés, à l'abri de la chaleur et des regards, qui transbahuteront

les produits pharmaceutiques soigneusement rangés et maintenus à 16 °C. Après près d'une heure à l'arrêt, la marchandise semble enfin quitter notre semi-remorque. Pour Viviane, l'heure est maintenant à l'étude de sa prochaine adresse de chargement: une entreprise sanitaire basée à Laufen, à 25 km d'ici, où l'attendent 33 palettes de douches, lavabos, baignoires et autres sanitaires qu'il faut charger pour Daillens. Elle n'y est encore jamais allée. Un collègue parqué sur le quai adjacent lui indique quel est le dernier virage à prendre.

## Un eldorado fluctuant

Entre l'attachement à la ponctualité, le souci de l'organisation et la densité du réseau ferroviaire et routier, la Suisse pourrait bien faire figure d'eldorado du transport de marchandises. «Dans les faits, c'est un marché très fluctuant», détaille Sacha Bozic, responsable des transports nationaux de Planzer, depuis son bureau de Chavornay. Il y a 20 ans, nos clients avaient leurs propres sites de stockage et s'approvisionnaient en grande quantité. Aujourd'hui, ils passent des commandes moins importantes, mais beaucoup plus souvent, et ce changement d'habitude se traduit par des flux plus tendus pour les entreprises logistiques.

La forte croissance du commerce en ligne illustre cette adaptation. Le secteur des petits colis est particulièrement concerné. Le nombre de véhicules légers dédiés à ce type de livraison a augmenté de 84% depuis l'an 2000. Avec parfois 25 clients à livrer dans la journée, la pression s'est accentuée sur ces chauffeurs. Chez Planzer comme à La Poste, rares sont les conducteurs à tenir plus de trois ans dans les livraisons urbaines.

A vide, le 40 tonnes de Viviane se manœuvre plus facilement sur la route cantonale qui longe la Birse, rendant la négociation des giratoires plus avenante. Les trajets sans marchandises sont rares. Ils constituaient 27% des kilomètres parcourus par les camions en 2022. Avec la redevance poids lourds liée aux prestations, qui taxe les véhicules en fonction de leur kilométrage et de leur chargement, ces trajets coûtent cher. Instaurée en 2001, cette taxe qui ambitionnait de freiner la croissance du trafic routier poids lourds a rempli son objectif: depuis 1980, le nombre de camions suisses est resté stable – un peu plus de 50 000 – malgré la forte croissance économique. Mais cette taxe n'est pas la seule responsable: le passage de véhicules de 20 à 40 tonnes dans les années 2000 et la réaffectation des véhicules qui portaient auparavant à l'étranger y ont aussi grandement contribué.

«Rouler hors des autoroutes, c'est agréable. On voit de beaux paysages, et plusieurs fois, j'ai découvert des endroits où je suis revenue plus tard, pendant mes vacances», glisse Viviane à hauteur de Zwingen. Dès notre arrivée à Laufen débute le chargement en mode «Tetris» de la semi-remorque. Même à l'aide d'un engin électrique, la partie prendra plus d'une demi-heure. «La dernière palette ne rentrera pas», soupire Viviane, après avoir brièvement consulté l'employé au volant du transpalette. Décision est prise de la laisser ici. Une deuxième navette, attendue le lendemain, se chargera d'acheminer cette cargaison essouffée à Daillens.

La souplesse du transport par la route est encore son principal avantage face au rail. «Rail et route sont complémentaires, com-



Une journée de livraison avec Viviane, le long de la Birse, en direction de Bâle-Campagne. (25 JUIN 2024)

mente Sacha Bozic, mais le rail est désavantagé selon les types de livraison. Il est par exemple plus adapté d'utiliser la route pour des produits pharmaceutiques ou frigorifiés. Le rail profite en revanche davantage des transports «groupés», soit des marchandises de différents clients qui doivent toutes rejoindre une même région éloignée avant d'être à nouveau dispatchées. Et ce

symptôme: la part des prestations de transport par wagons, hormis le flux transalpin, stagne sous la barre des 40% depuis près de vingt ans. Un frein que tous les acteurs de la logistique souhaitent desserrer, tant pour suivre la croissance que pour des questions écologiques. ■

Demain: Camionneuse, une femme dans un «métier d'homme»



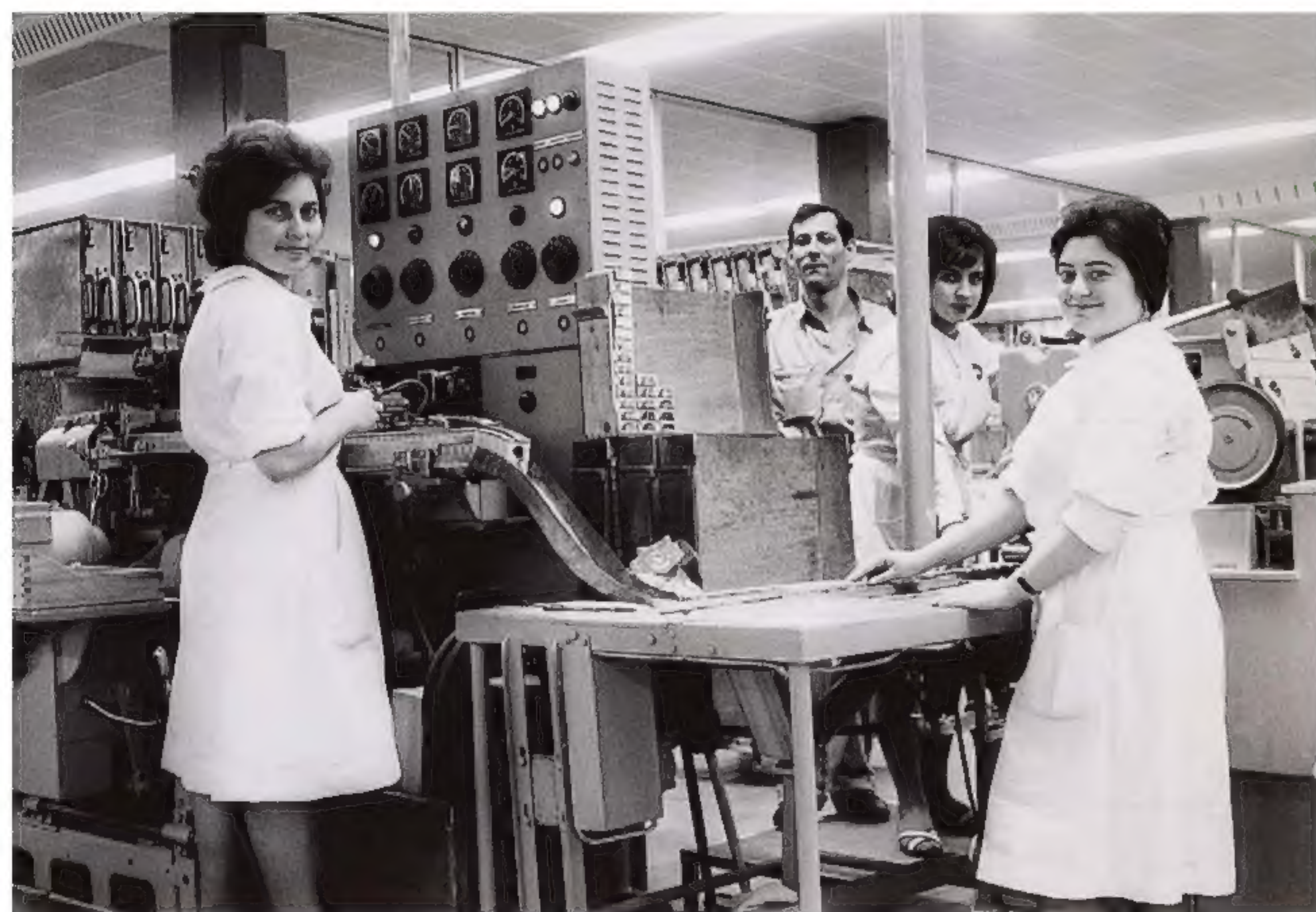




Publicité des Fabriques de Tabac Réunies (FTR). (1942/PHILIP MORRIS INTERNATIONAL)



Vue aérienne des FTR en 1963. C'est en 1942, en pleine Deuxième Guerre mondiale, qu'elles se sont implantées d



Atelier de production de Philip Morris en 1964, année de l'inauguration de la nouvelle usine du cigarettier. (DR)



Le fabricant de cigarettes ne lâche aucun chiffre sur l'enveloppe salariale de son site neuchâtelois. (1964/DR)

# La douce addiction de Neuchâtel au tabac

## ÉCO-DÉPENDANCE (4/5)

Le canton est une terre d'horlogerie, certes. Mais c'est Philip Morris qui est le premier employeur privé. Impossible à mesurer avec une précision... horlogère, le poids économique du cigarettier arrange autant qu'il dérange

ALINE BASSIN ✕ @bassineline

**A**lors que le temps hésite toujours entre soleil et pluie, à l'ombre de l'imposant complexe de Philip Morris International (PMI), des enfants s'ébattent dans la piscine de «La Brunette», à Serrières. De nombreux Neuchâtelois appellent toujours ainsi, avec une certaine affection, l'agréable point d'eau – situé à une encablure du lac – qui fait la joie des familles du coin. Puisqu'il est gratuit, d'autres le surnomment la piscine des «pauvres» ; beaucoup sont persuadés que s'il n'est pas payant, c'est grâce au fabricant de cigarettes. L'une des nombreuses rumeurs qui auréolent ce colosse de tabac dont la présence en terres neuchâteloises irrite, indiffère ou réjouit.

Quoi qu'il en soit, rectifie Alain Ribaux, conseiller d'Etat chargé de l'Economie, de la Culture et des Sports, cette croyance-ci relève du mythe : c'est la ville de Neuchâtel qui finance l'infrastructure, tout de même chauffée par le premier employeur privé du canton. Le magistrat nous accueille dans les magnifiques locaux de l'exécutif neuchâtelois situés dans le château qui surplombe le chef-lieu cantonal. Il suffirait d'ouvrir la fenêtre et de diriger son regard vers l'ouest,

à quelques kilomètres en contrebas, pour apercevoir le campus de Philip Morris.

### Un secret bien gardé

Une entreprise qu'Alain Ribaux suit de longue date puisqu'il a siégé à l'exécutif de la ville de 2008 à 2013. Il se souvient encore, lors de son entrée en fonction, avoir été «très inquiet» en mesurant l'«hyperdépendance» de cette commune envers le cigarettier. Un groupe dont le siège opérationnel est à Lausanne mais qui emploie environ 1500 personnes sur son site de Neuchâtel, à Serrières. A combien se monte exactement cette dépendance ? Alain Ribaux ne lâchera aucun chiffre – secret fiscal oblige – confirmant qu'il s'agit d'un montant à «huit chiffres». Entre 10 et 99 millions de francs, voilà de quoi laisser l'imagination s'emballer lorsque l'on sait que les personnes morales ont versé en 2023 220 millions de francs dans l'escarcelle du canton.

Impossible de chiffrer plus précisément la manne due à PMI. L'Express, rebaptisé depuis ArcInfo, s'y était essayé il y a une dizaine d'années, profitant de la classification utilisée par la statistique fiscale. Ne comptant que sept entreprises, la branche «alimentation, tabac et boissons» avait en 2012 payé 99 millions de francs d'impôts au canton de Neuchâtel. Le quotidien préci-

sait à juste titre que ces chiffres n'incluaient pas les impôts versés à la ville de Neuchâtel pour qui la dépendance est encore plus grande. En 2023, les entreprises ont versé 60 des 190 millions prélevés dans la commune à titre d'impôt.

Etonnamment, l'Office cantonal de la statistique structure désormais différemment ses données. Au mystérieux «nombre à 8 chiffres» vient en tout cas encore s'ajouter celui des impôts payés par les personnes physiques. Et l'on est très loin du modeste salaire d'ouvriers pour bon nombre d'employés : quelque 900 blouses blanches s'activent dans «le cube», le centre mondial de recherche et de développement (R & D) du groupe, qui se trouve en pleine transformation économique pour dessiner un avenir sans tabac «brûlé».

Philip Morris a d'ailleurs plutôt bonne réputation en tant qu'employeur. «Philip Morris fabrique un produit controversé. Quand on est dans cette situation, on n'a pas envie de multiplier les controverses», éclaire Silvia Locatelli, Secrétaire régionale chez Unia, elle confirme que «c'est un employeur avec qui les relations sont tout à fait correctes», relevant un point noir dont l'entreprise n'a pas le monopole dans la région, un recours important au travail temporaire.





s le canton de Neuchâtel. (SERRIÈRES/DR)



Le campus recherche et développement de Philip Morris. (NEUCHÂTEL, 21 AOÛT 2018/FABRICE COFFRINI/AFP)

Le fabricant de cigarettes ne lâche aucun chiffre sur l'enveloppe salariale de son site neuchâtelois, se bornant à rappeler qu'au niveau suisse, il a déboursé 4,6 milliards de francs en ressources humaines et en services en Suisse l'an dernier.

#### Petits coups de pouce publics

Si l'horlogerie s'est développée dans le canton de Neuchâtel dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, la fabrication de cigarettes y est beaucoup plus récente. C'est en 1942, en pleine Deuxième Guerre mondiale, que les Fabriques de Tabac Réunies (FTR) s'y sont implantées. Implantées ou plutôt délocalisées: la société a été fondée 17 ans plus tôt à Soleure, à la suite de la fusion de plusieurs entreprises familiales. C'est dans ce canton qu'a été produite la première «Brunette» en 1928.

Quatorze ans plus tard, la société passe donc la frontière linguistique pour s'installer à Serrières, un gros quartier de Neuchâtel, «la ville et le canton accordant d'importants avantages fiscaux», nous apprend le Dictionnaire historique de la Suisse. En 1957, Philip Morris conclut avec les FTR son premier partenariat en Europe pour produire des Marlboro. Sept ans plus tard, après avoir racheté son sous-traitant, le groupe inaugure une nouvelle usine.

Là, c'est *L'Express* qui nous apprend que c'est «grâce à la compréhension des autorités neuchâteloises que l'entreprise de Serrières a renoncé à s'implanter à un autre endroit.» Précisant pour le lecteur: «Par compréhension, entendez la mise à disposition de terrains, qui avait fait l'objet de longues discussions au Conseil général.»

A cette époque, nous rappelle l'auteur de l'article, la cigarette était considérée comme «un symbole de liberté et d'épanouissement». Elle rappelle les «visites guidées» de la «Brunette», [...] et le «Club [...], mis sur pied en 1954, qui permettait aux employés de partir en vacances ou en week-end dans l'un des nombreux bus VW que mettait l'entreprise à leur disposition».

#### Une économie plus diversifiée

Si l'image de la cigarette va se dégrader et que Philip Morris se retrouvera sous le feu des critiques pour avoir sciemment entretenu le doute sur la réelle nocivité de la cigarette, l'idylle entre le géant du tabac et le canton de Neuchâtel, elle, se poursuit.

Comme le reste de l'Arc jurassien, la région a, qui plus est, été durement touchée par la crise horlogère dès les années 1970. La fermeture de l'usine Suchard, à peu près à la même époque, vient ajouter à la sinistrose ambiante. Créée au début du XIX<sup>e</sup> siècle

par l'industriel Philippe Suchard, cette entreprise était implantée dans la même zone que Philip Morris. De nombreux habitants de Serrières se souviennent encore des odeurs de chocolat et de tabac qui flottaient dans l'air, se disputant leurs narines.

La dépendance économique est donc un sujet que les autorités neuchâteloises connaissent parfaitement. Si Alain Ribaux avait été effrayé par le poids de PMI dans les recettes fiscales de la ville il y a 16 ans, il assure se montrer aujourd'hui beaucoup plus serein pour deux raisons. Le fait tout d'abord que le risque ait été quelque peu dilué par la création d'un fonds de répartition des recettes fiscales des personnes morales entre les communes.

## “ PHILIP MORRIS FABRIQUE UN PRODUIT CONTROVERSÉ. QUAND ON EST DANS CETTE SITUATION, ON N'A PAS ENVIE DE MULTIPLIER LES CONTROVERSES

SILVIA LOCATELLI, SECRÉTAIRE RÉGIONALE CHEZ UNIA

Mais surtout, rassure l'élue libérale-radical, «aujourd'hui, l'économie neuchâteloise est beaucoup plus diversifiée». Et d'évoquer «la consolidation du tissu industriel, orienté innovation et haute technologie, à l'instar d'entreprises comme Mikron qui a déplacé son siège à Boudry, Etel, dans le Val-de-Travers ou Nid SA à La Chaux-de-Fonds».

#### Les «Lex Philip Morris»

Et puis, complète-t-il, le canton a réussi à attirer les entreprises actives dans la pharma que sont Bristol Myers Squibb et Takeda. «Peu de gens le savent, renseigne le conseiller d'Etat, mais ces dernières années, les exportations en valeur de la pharma sont devenues plus importantes que celles de l'horlogerie.»

D'ailleurs, certains imaginent un jour des synergies entre ces secteurs. Philip Morris a opéré à l'étranger des rachats d'entreprises actives dans le domaine de la santé. Et dans le fameux «cube», une précieuse expertise est en train d'être accumulée. Inauguré en grande pompe en 2009, suite à un investissement de 120 millions de francs, ce bâtiment avait fait une victime collatérale: le FC Serrières qui avait dû céder son terrain au généreux contributeur.

De l'autre côté de l'échiquier politique, la dépendance envers Philip Morris suscite des sentiments plus partagés. A chaque sujet qui touche la fiscalité ou le tabagisme, les langues et les soupçons vont bon train et les *Lex Philip Morris* apparaissent. «On sent qu'on ne veut pas «mordre la main qui vous nourrit», observe un élu impliqué dans la vie politique cantonale depuis une vingtaine d'années.

Il y a 10 ans, lorsqu'il a été question à Berne de reprendre la réglementation de l'UE sur les normes à respecter pour les exportations extra-européennes, le conseiller national libéral-radical Laurent Favre s'y est opposé par voie de motion. Après l'acceptation du texte, celui qui a depuis rejoint le Conseil d'Etat neuchâtelois refusait d'y voir une loi taillée sur mesure pour le géant du tabac, indiquant avoir avant tout agi «pour éviter un précédent».

«Le canton de Neuchâtel est l'un des premiers à avoir désigné des endroits publics non-fumeurs, se souvient le conseiller aux Etats socialiste Baptiste Hurni. A l'époque, on nous a dit: "On est allé demander à PMI, cela ne les dérange pas." Cela montre une espèce de déférence de la part du pouvoir public. C'est la même chose avec UBS au niveau suisse car le jour où l'entreprise part, c'est un drame. Le canton le sait bien puisqu'on a vécu ça avec Suchard. Autre exemple: le Val-de-Travers qui était l'une des vallées les plus riches et est devenu l'une des plus pauvres du pays.» Si le canton se veut plutôt rassurant sur le poids financier de Philip Morris, plusieurs élus interrogés ne cachent pas que son départ se ferait durement sentir dans les finances publiques. ■

## Derrière l'IQOS, une mue à marche forcée

**CONSOMMATION** C'est à Neuchâtel qu'est née il y a dix ans la cigarette «sans tabac brûlé» supposée réduire la nocivité du tabagisme. Son fabricant Philip Morris se veut en pleine transformation mais son produit est loin de faire l'unanimité

Si, à en croire Gainsbourg, le cœur de Dieu penche pour les havanes, Neuchâtel est, elle, résolument une fumeuse d'IQOS. C'est dans cette ville que Philip Morris International (PMI) a développé une cigarette qui, au moyen d'un dispositif électronique, régule la température du tabac pour qu'il soit «chauffé plutôt que brûlé». Selon le porte-parole romand du géant du tabac qui nous accueille devant le «cube», le centre de recherche et de développement mondial du cigarettier, l'innovation «génère en moyenne 95% de substances chimiques nocives en moins par rapport à la fumée de cigarettes».

Si son siège international est basé à Lausanne, PMI occupe quelque 1500 personnes à Neuchâtel, ce qui en fait le premier employeur privé du canton et de la ville. Sis dans le quartier de Serrières, trois grands bâtiments forment l'ossature du site neuchâtelois. C'est ce qui lui confère un caractère unique au sein du groupe, explique le communicant. Il y a tout d'abord, l'usine dite «duale» dans laquelle s'agitent des robots manutentionnaires; au-dessus d'eux, posés sur des rails surélevés, des milliers de cigarettes classiques et de sticks de recharge pour l'IQOS y serpentent pour rallier les différents postes de production.

A quelques mètres, le centre d'industrialisation s'occupe des processus de fabrication, tandis que les nouveaux produits sont développés juste à côté, dans ledit cube. Situé au bord du lac, doté d'une terrasse fleurie de parterres couleur taupe et bordée d'un indolent bassin bleu livide, l'endroit a tout du lieu de travail idéal.

L'intérieur du bâtiment vitré est à la hauteur de la promesse délivrée par le décorum extérieur. Des parois d'apparence boisée pavées de fenêtres intérieures encadrent un énorme puits de lumière, l'ensemble conférant au lieu une apaisante clarté. Ça et là, des plantes à tabac rappellent au visiteur qu'il ne se trouve pas sur le campus d'un géant technologique californien. Les laboratoires se succèdent, accueillant ingénieurs, biologistes, et autres chimistes. Tous sont voués à une même cause: travailler à un futur meilleur pour PMI, un avenir «sans tabac brûlé».

#### 33 millions d'adeptes

Comme en témoignent des prototypes qui s'exposent dans une vitrine du centre de R & D, les premiers tâtonnements pour trouver une alternative à la cigarette traditionnelle remontent à la fin du siècle dernier. Ce n'est toutefois qu'en 2014 qu'est lancée la première IQOS, produit développé sur les bords du lac de Neuchâtel. En 2016, le directeur général de l'époque assure vouloir sortir du tabac «brûlé» aussi vite que possible.

Aujourd'hui, les nouveaux produits de PMI représentent quelque 40% des revenus globaux. L'innovation neuchâteloise y contribue grandement, mais pas seulement. Le groupe a racheté en 2022 Swedish Match, une société connue pour fabriquer des petits sachets de nicotine aromatisés qui s'arrachent aux Etats-Unis. Un an plus tôt, il avait déboursé plus de 2 milliards de dollars pour mettre la main sur deux sociétés pharma-

ceutiques. Cette incursion dans le domaine de la santé n'est pas passée inaperçue, l'une des entreprises étant productrice d'inhalateurs pour asthmatiques ou anciens fumeurs.

Mais pour l'heure, c'est sur son produit phare que mise Philip Morris pour dessiner son avenir sans tabac brûlé dans lequel il a investi 12,5 milliards de dollars (11,23 milliards de francs). Dans un communiqué publié fin juin à l'occasion des 10 ans de son innovation, le groupe revendique «33 millions de fumeurs adultes à travers le globe» dont 230 000 en Suisse. Toute sa communication insiste à dessein sur le terme «adulte» puisque PMI assure réserver son produit à ce public s'il n'arrive pas à arrêter de fumer.

#### A ne pas confondre avec les vapoteuses

Connu pour avoir sciemment entretenu le doute au XX<sup>e</sup> siècle sur la dangerosité de la cigarette, le géant du tabac fait toutefois face à une grande défiance quant à la réelle amélioration apportée par ce produit. Et les 500 papiers scientifiques qu'il dit avoir publiés depuis 2008 et les 750 publications indépendantes qu'il recense et qui «renforcent souvent les principaux résultats de nos propres recherches» pèsent peu pour faire taire les voix critiques. En février dernier, l'émission *Temps présent* jetait le doute sur la réelle indépendance d'une étude menée en 2014 par l'Université de Zurich et commanditée par PMI.

Directeur du Centre universitaire de médecine générale et santé publique Unisanté à Lausanne, Jacques Cornuz a participé à une étude sur le tabac chauffé dont les résultats ont été publiés en 2017. Il met en garde contre ce produit qu'il recommande de ne pas confondre avec une vapoteuse à base de nicotine liquide. L'organisme humain n'est pas prévu pour avaler «quelque chose qui brûle», argue l'expert.

Selon lui, il sera difficile de démontrer l'éventuel bénéfice du tabac chauffé, les personnes qui passent à l'IQOS ayant souvent déjà fumé pendant des années et conjuguant parfois cette forme de consommation avec des cigarettes traditionnelles. Le «terrain occupé» par PMI sur le sujet inquiète ce professeur connu pour ses recherches sur le tabac car il craint qu'il ne fasse dévier les politiques de lutte contre le tabagisme. Dernier grief, le fait que le géant du tabac continue d'inonder le marché de cigarettes, un produit qui est à l'origine de quelque 8 millions de décès dans le monde, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Le porte-parole de PMI est rompu à ce reproche auquel il oppose que ce serait «la concurrence ou le commerce illicite qui prendraient ce marché» si la société l'abandonnait d'un coup. Habitué aussi aux autres critiques, il argue que «Philip Morris demande simplement de se baser sur les faits», renvoyant aux nombreuses études «de PMI et indépendantes» qui se penchent sur un produit «en amélioration permanente». L'an dernier, l'entreprise dit avoir investi quelque 453 millions de dollars dans la recherche et le développement en Suisse. ■ A. B.



Cet été, écoutez «Le Temps» Sur notre site internet, découvrez une version audio de cet article, lu par notre journaliste.

Demain: Les prés de Saint-Imier dont Longines a fait une montagne





Le KinéMAX, cinéma IMAX en forme de cristaux, bâtiment emblématique du parc.  
(CHASSENEUIL-DU-POITOU, SEPTEMBRE 2011 / NICOLAS THIBAUT / PHOTONONSTOP / KEYSTONE)

## Futuroscope

# Le parc d'attractions des Lumières

PARCS À THÈME, MOI NON PLUS (4/5)

Sur la route des vacances vers la côte atlantique, le parc poitevin est un petit concentré d'esprit futuriste français, pour le meilleur comme pour le plus désuet. Ici, il ne s'agit pas seulement de s'amuser: il faut aussi apprendre quelque chose...

PAUL ACKERMANN X @paulac

En arrivant à proximité du Futuroscope, après avoir quitté l'autoroute A10, en banlieue de Poitiers, on traverse la laideur de ces paysages périurbains érigés au siècle passé et dont la France a le secret. Mais cela vaut la peine de garder espoir, de passer quelques ronds-points et de pénétrer dans l'enceinte de ce lieu dont l'esprit correspond aussi à quelque chose dont ce pays a le secret. Quelque chose de positif.

Sur le chemin de la Bretagne ou de La Rochelle pour les Suisses, mais surtout parfaitement situé dans le grand plan centralisé de la France à mi-chemin sur la route du sud-ouest pour les Parisiens, le Futuroscope est le parc d'attractions de ceux qui n'aiment pas les parcs d'attractions. A des années-lumière de Disneyland ou du Parc Astérix, le lieu donne l'impression d'échapper à la pure relation transactionnelle argent-plaisir. C'est le parc d'attractions le plus habité par l'esprit français, où il faut toujours apprendre quelque chose, où l'on ne s'amuse (presque) jamais gratuitement (dans le sens moral du terme) et où le savoir domine. On pour-

rait presque dire qu'il s'agit du parc d'attractions des Lumières.

### Les bienfaits du progrès

Où du parc d'attractions hérité de l'esprit des Trente Glorieuses, si l'on veut des références plus proches de nous. Tout tourne effectivement autour des bienfaits du progrès et de la science. Car le lieu est né dans les années 1980 à l'initiative de René Monory, président du Conseil général de la Vienne et président du Conseil régional de Poitou-Charentes, ministre de l'Economie sous Giscard d'Estaing et ministre de l'Éducation sous Mitterrand/Chirac. Ce baron local voulait projeter son territoire vers les nouvelles technologies émergentes, ce futur que l'on jugeait encore fascinant à l'époque, celui de l'an 2000.

Thierry Breton, l'actuel commissaire européen au Marché intérieur, avait été nommé chef du projet puis directeur général jusqu'en 1990. Et, dans cet esprit futuriste, il avait doté le quartier (la technopole) d'un Téléport, une infrastructure de télécommunication de pointe qui a donné son nom aux pôles d'attraction économiques entourant le parc. Une gare TGV est venue couronner le projet en 2000. Bref, tout ce

que la France avait de visionnaire au siècle passé. L'héritage d'un esprit à situer entre *Playtime* de Jacques Tati et les usines alimentaires de *L'Aïle ou la Cuisse*.

Car ce «parc de loisirs à divertissement éducatif» (*ludotainment*) est habité depuis le début par un esprit à la fois anticipateur et à la fois très France des années 1970-1980. Et cela se sent encore fortement aujourd'hui: on y est accueilli par une moitié d'animations et d'immuables désuets, voire franchement décatés, et par une moitié de surprises ultramodernes et très imaginatives comme «Chasseur de tornade», désignée meilleure attraction du monde en 2022. Dans ce manège du futur, on suit l'histoire d'un mécanicien loufoque et d'une courageuse scientifique qui vont devoir foncer au cœur d'une tornade. On les y accompagne à pied tout d'abord puis ceinturé sur une plateforme mouvante et venteuse autour de laquelle tournent une scène et le plus grand écran LED cylindrique d'Europe (ou c'est nous qui tournons au milieu d'eux, on ne sait plus trop). A couper le souffle.

Un peu plus loin, c'est le DJ Martin Solveig qui plane virtuellement autour des visiteurs accrochés au bout de bras méca-

niques géants qui les font tourner au rythme de ses tubes électros. Le moment passé dans la file d'attente est presque aussi festif, avec un écran géant qui nous refait l'histoire de la French Touch, mouvement musical moderne, rayonnant et français par excellence. Culturel et technologique, il faut systématiquement apprendre quelque chose, on vous l'a bien dit.

Et puis il y a toujours le KinéMAX, ce cinéma IMAX en forme de cristaux, bâtiment emblématique du parc, qui vieillit plutôt bien et est entouré aujourd'hui de nombreux autres cinémas immersifs qui ponctuent le Futuroscope.

### Le plus macroniste des parcs d'attractions?

Dernière attraction en date, et nouvelle étape dans la rénovation assez nécessaire du parc, l'Aquascope est un complexe aquatique indoor à 57 millions d'euros qui a ouvert ses portes ce 15 juillet. Encore une fois, il ne s'agit pas simplement de se baigner: on y promet une expérience numérique, visuelle, interactive, immersive et sensorielle.

Même la nuit que l'on pourra vouloir passer là, sur la route des vacances (sa situation sur le chemin des plages est la principale raison de se rendre aussi loin des grands centres, il faut le dire), peut s'avérer science-fictionnelle avec le nouvel hôtel en forme de station lunaire ou martienne qui jouxte les lieux. La Station Cosmos, qui a ouvert ses portes en 2022, offre effectivement une architecture et des chambres évoquant une base spatiale posée sur le sable et la rocaïlle rouge d'une planète que l'on prendra pour Mars. Même le petit-déjeuner (pas très bon) y tombe du plafond, lancé sur des rails dignes d'un *Charlie et la chocolaterie* de l'espace. Un voyage à la fois complètement français mais aussi hors du temps, ou plutôt projeté dans un futur idéalisé, habité par une vision un peu naïve du progrès. Oserait-on dire que c'est le plus macroniste des parcs d'attractions? ■

Demain: «Ailleurs chez soi» par notre iconographe Héloïse Schwab

## Le Futuroscope, mode d'emploi

**Quand y aller?** Ouvert de février à décembre – tous les jours en haute saison et pendant les vacances scolaires françaises.

**Comment y aller?** Le parc dispose d'une gare TGV, desservie en deux heures depuis la gare de Paris-Montparnasse par des trains directs ou avec changement à Poitiers – compter entre six et huit heures au total à partir de Genève ou Lausanne. Le temps de trajet est similaire en voiture – le parc se trouve sur l'autoroute A10 reliant Paris à Bordeaux, juste avant Poitiers. Le parking pour une journée coûte 12 euros.

**Combien ça coûte?** Selon qu'il soit réservé à l'avance ou acheté sur place, le billet d'entrée pour une journée coûte entre 44 et 54 euros pour le plein tarif, et entre 36 et 44 euros pour les enfants de moins de 12 ans – l'entrée est gratuite pour les moins de 5 ans. Des tarifs réduits sont proposés aux étudiants, aux familles nombreuses, ou pour des entrées multiples. A noter que l'entrée à l'Aquascope n'est pas comprise dans ces tarifs.

**Y manger, y dormir?** Le Futuroscope dispose d'une dizaine de restaurants, en plus d'un Food Court et de points de vente à l'emporter, mais il est également possible d'y pique-niquer. Outre les trois hôtels du parc, des tarifs combinés sont proposés par une vingtaine d'hôtels de la région, dont une dizaine sont directement accessibles à pied. ■

“ ON SUIT L'HISTOIRE D'UN MÉCANICIEN LOUFOQUE ET D'UNE COURAGEUSE SCIENTIFIQUE QUI VONT DEVOIR FONCER AU CŒUR D'UNE TORNADO ”